

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

Togo, France et autres Pays d'expression Française	1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs Par porteur ou par poste : Togo, France et autres Pays d'expression française : 90 frs Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891
Téléphone : 37-18 — LOMÉ.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.
Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 frs
minimum	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	250 frs

Direction, Rédaction et Administration :
Cabinet du Président de la République
Téléphone : 27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

LOIS

1965

- 10 novembre — Loi n° 65-22 autorisant la République togolaise à donner son aval à un prêt de 6.000.000 de francs français soit 300.000.000 de francs CFA de la Caisse Centrale de Coopération Economique au Crédit du Togo 767
- 25 novembre — Loi n° 65-23 portant modification de la loi n° 64-29 du 31 décembre 1964 (loi de finances pour l'exercice 1965) 767
- 25 novembre — Loi n° 65-24 instituant la « Semaine du Paysan » 768
- 3 décembre — Loi n° 65-25 portant Loi de Finances pour l'exercice 1966 768

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1965

- 22 avril — Décret n° 65-66 portant nominations dans l'Ordre du Mono 773
- 22 avril — Décret n° 65-67 portant nominations à titre étranger dans l'Ordre du Mono 775
- 22 avril — Décret n° 65-67 bis portant promotion dans l'Ordre du Mono 775
- 13 novembre — Décret n° 65-169 approuvant le budget primitif du Centre National Hospitalier de Lomé — exercice 1966 776

- 15 novembre — Décret n° 65-169-bis portant nomination des membres du conseil d'administration de la « Régie Nationale des Eaux du Togo » .. 776
- 18 novembre — Décret n° 65-170 portant rappel d'ancienneté et révision de la situation administrative d'un magistrat 776
- 20 novembre — Décret n° 65-171 portant dissolution du conseil municipal d'Anécho 777
- 27 novembre — Décret n° 65-172 portant nominations dans l'Ordre du Mono 777
- 27 novembre — Décret n° 65-172 bis étendant aux agents non fonctionnaires les dispositions transitoires prévues par le 2^e alinéa de l'article 46 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 777
- 1^{er} décembre — Décret n° 65-173 convoquant l'Assemblée Nationale en session extraordinaire 777
- 1^{er} décembre — Décret n° 65-174 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo pour la récolte de café 1965/66 778

1965

- 16 novembre — Arrêté n° 186/PR/MCIT/DCI nommant les membres de la commission chargée de l'établissement et de la révision de la liste électorale de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie 778
- 19 novembre — Arrêté n° 188/PR/MER/EL déclarant infecté de péripneumonie bovine le territoire de la circonscription administrative de Dapango 778
- 20 novembre — Arrêté n° 189/PR chargeant le Garde des Sceaux, ministre de la Justice de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre de l'Economie Rurale 779
- 27 novembre — Arrêté n° 191/PR/MCIT rapportant l'arrêté n° 68/PR/MCIT du 28 avril 1965 portant nomination du commissaire du gouvernement auprès de la SOTEXIM 779

- 27 novembre — Arrêté n° 195/PR chargeant le Garde des Sceaux, ministre de la Justice de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre des Affaires Étrangères . 779

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

- Décision portant engagement 779

VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

1965

- 12 novembre — Arrêté n° 737/VP/MFE/MF/CR portant révision des pensions de veuve et d'orphelins de M. Fiagbé Emmanuel 779
- 12 novembre — Arrêté n° 738/VP/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelins de M. de Souza François Kouassi 780
- 12 novembre — Arrêté n° 739/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension d'orphelins de M. Blakimé Babinasso Emmanuel 780
- 12 novembre — Arrêté n° 740/VP/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelins de M. Agbodjan Prince Etienne 780
- 12 novembre — Arrêté n° 741/VP/MFE/MF/CR portant révision de pensions de veuve et d'orphelins de M. Bawa Bagnan 780
- 12 novembre — Arrêté n° 742/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de veuve de M. Afanou Kouévi 781
- 12 novembre — Arrêté n° 743/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension d'orphelin de M. Hiaboadé Akakpo 781
- 12 novembre — Arrêté n° 744/VP/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelins de M. Johnson Robert 781
- 12 novembre — Arrêté n° 745/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Johnson Clément 781
- 12 novembre — Arrêté n° 746/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de veuve de M. Mensah Noudjrodou 781
- 12 novembre — Arrêté n° 747/VP/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuves et d'orphelins de M. Pio Albert Nassirou 781
- 12 novembre — Arrêté n° 748/VP/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuves et d'orphelins de M. Begla Linus 782
- 12 novembre — Arrêté n° 749/VP/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelins de M. Faré Djato 782
- 12 novembre — Arrêté n° 750/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de veuve de M. Ezin Peter 782
- 16 novembre — Décision n° 715-D/VP/MFE portant exonération du « Crédit du Togo » de la taxe sur les transactions 779
- 16 novembre — Décision n° 716-D/VP/MFE/MF/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Addis-Abéba 785
- 19 novembre — Arrêté n° 752/VP/MFE/F accordant une subvention exceptionnelle à la Fédération des Sociétés Publiques d'Action Rurale (FSPAR) 785

- 19 novembre — Arrêté n° 753/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Ayassoro Pessou 782
- 19 novembre — Arrêté n° 754/VP/MFE/MF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Nicabou Balahoui 782
- 19 novembre — Arrêté n° 755/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Dogbé Kouassi Godwin 782
- 19 novembre — Arrêté n° 756/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Nam Laré 783
- 25 novembre — Arrêté n° 757/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Kombati Lamboni 783
- 25 novembre — Arrêté n° 758/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Tawelessi Limassiyé 783
- 25 novembre — Arrêté n° 759/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Yaneyo Djabani 783
- 25 novembre — Arrêté n° 760/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Nameding Kountoudja 783
- 25 novembre — Arrêté n° 761/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Bayimbo Massassaba 783
- 25 novembre — Arrêté n° 762/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Laoukpepsi Katabossi 784
- 25 novembre — Arrêté n° 763/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au commandant Bodjolé Emmanuel 784
- 25 novembre — Arrêté n° 764/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Zékpa Samuel 784
- 25 novembre — Arrêté n° 765/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Watebaré Kantouti 784
- 25 novembre — Arrêté n° 766/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Bamoike Yendam 784
- 25 novembre — Décision n° 734-D/VP/MFE/MF/F portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de l'Institut Africain de Développement et de Planification de Dakar 785
- 25 novembre — Décision n° 735-D/VP/MFE/MF/F portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de l'Institut de Formation et de Recherche des Nations Unies à New York . 785
- 26 novembre — Décision n° 745-D/VP/MFE/MTP/CFT portant autorisation de paiement d'une somme à l'Association Internationale du Congrès des Chemins de Fer à Bruxelles . 785
- Arrêté et décisions portant nominations, engagement, affectation, remboursement au profit du budget général et licenciement 785

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

- Décisions portant engagements 786

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

1965

- 18 novembre — Arrêté n° 73/INT portant interdiction de séjour aux nommés Comlan Mensah Kouami Mènou et Soulé Aboudou dit Soulemane 787

19 novembre — Arrêté n° 74/INT portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la commune de Palimé, exercice 1965	786
22 novembre — Arrêté n° 75/INT portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Pagouda, exercice 1965	786
22 novembre — Arrêté n° 76/INT portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Nuatja, exercice 1965.	787
Décisions portant nominations et affectation	787

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décisions portant nominations, reprise de fonctions, validation de services antérieurs, constatation d'absence, mise à pied et licenciements ..	788
---	-----

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1965

15 novembre — Décision n° 664-D/MTAS/FP fixant les dates de la session d'examen de fin d'apprentissage et nommant les membres des sous-commissions chargés de l'examen	789
Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisation, affectations, rappels à l'activité, maintien en disponibilité, suspension de fonctions, radiation, acceptation de démissions, suspension d'effets de contrat et additif à une précédente décision portant passage automatique d'échelon	789

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1965

17 novembre — Décision n° 187-D/MEN portant fermeture d'une école privée laïque	791
25 novembre — Décision n° 221-D/MEN fixant les dates des congés scolaires pour l'année 1965-1966 ..	792
Décisions portant engagements et affectations	792

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

1965

16 novembre — Arrêté n° 3/MER précisant les modalités d'application de la loi n° 64-24 du 25 janvier 1965 portant indemnisation en cas d'abattage obligatoire de bovins lors d'une épizootie de péripneumonie bovine contagieuse	798
26 novembre — Décision n° 117-D/MER portant ouverture d'un concours de recrutement de 10 élèves pour le Centre d'Apprentissage Agricole de Tové	794
Décisions portant nomination et engagement	794

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

1965

16 novembre — Arrêté n° 11/MSP fixant les modalités de l'examen pour l'obtention du diplôme d'Etat d'assistants d'Hygiène	794
Décisions portant affectations, prolongation de scolarité et licenciement	795

DIVERS

Arrêté portant mise en débit de M. Ado Sylvain Koffi envers la commune de Palimé	796
--	-----

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Office des changes (avis n° 408)	796
Avis d'appel d'offres (construction à Lomé d'un immeuble pour quatre ministères)	796
Avis d'appel d'offres (fourniture de carburants pour le service des Travaux Publics du Togo)	796
Changement de nom	797
Avis de perte	797
Nécrologie	797

LOIS

LOI No 65-22 du 10-11-65 autorisant la République togolaise à donner son aval à un prêt de 6.000.000 de francs français soit 300.000.000 de francs cfa de la caisse centrale de coopération économique au Crédit du Togo.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — La République togolaise accorde son aval à un prêt de six millions de francs français (6.000.000) soit trois cent millions de francs cfa (300.000.000) que la caisse centrale de coopération économique accorde au Crédit du Togo.

Art. 2 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 10 novembre 1965

N. Grunitzky

LOI No 65-23 du 25-11-65 portant modification de la loi 64-29 du 31 décembre 1964 (loi de finances pour l'exercice 1965).

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Les crédits ouverts au budget annexe des chemins de fer et wharf du Togo au titre des dépenses ordinaires de fonctionnement pour l'exercice 1965 sont modifiés conformément au tableau D ci-joint en annexe.

Art. 2 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 25 novembre 1965.

N. Grunitzky

ETAT D

Budget annexe des Chemins de Fer et du Wharf

DEPENSES

Division — Chapitres — Articles applicables à l'exercice 1965

Division	Chapitre	Article	Paragraphe	Libellé	CREDITS		DIFFERENCE	
					Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	en plus	en moins
1	1	4	1	Personnel du service				
				Matériel et traction	56.390.000	49.214.000	—	7.176.000
2	2	1	5	Prime de voyage	800.000	910.000	110.000	
		6	4	Allocations viagères	3.600.000	3.800.000	200.000	
	3	1	1	Documentation technique et abonnement	102.000	112.000	10.000	
		4	5	Entretien des moyens de transport individuel	90.000	96.000	6.000	
	4	1		Fourniture de la Régie des Beaux	200.000	250.000	50.000	
		2		Fourniture courant électrique	5.600.000	6.600.000	1.000.000	
		6	1	Carburant et lubrifiant	26.289.000	31.689.000	5.400.000	
3	6	7		Dépenses d'ex. clos	450.000	550.000	100.000	
		5		Honoraires des avocats et experts	200.000	500.000	300.000	
					93.721.000	93.721.000	7.176.000	7.176.000

LOI No 65-24 du 25-11-65 instituant la « Semaine du Paysan »

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Il est institué une « Semaine du Paysan ». Elle commence, chaque année, le premier lundi après le 1^{er} mai et finit le samedi suivant.

Art. 2 — Pendant la semaine du paysan, des conférences publiques seront organisées, des causeries et des leçons seront données dans les écoles en vue de mieux faire connaître la condition du paysan, d'attester la solidarité de la Nation avec le monde rural, de l'encourager et de le soutenir dans ses efforts pour l'amélioration de la productivité.

Art. 3 — Des décrets d'application régleront les manifestations qui doivent permettre, pendant la semaine du paysan, de faire connaître, de glorifier et de promouvoir le travail et la condition du paysan.

Art. 4 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 25 novembre 1965

N. Grunitzky

LOI No 65-25 du 3-12-65 portant loi de finances — exercice 1966.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE

Conditions générales de l'équilibre financier

TITRE I

Dispositions générales

Article premier — Sont, pour l'exercice 1966, réglées conformément aux dispositions de la présente loi de finances les opérations en recettes et en dépenses du budget général, du budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo, du budget annexe de la pharmacie, ainsi que celles afférentes aux comptes spéciaux du trésor.

TITRE II

Dispositions relatives aux ressources

Art. 2 — Sous réserve des dispositions de la présente loi, applicables à compter du 1^{er} janvier 1966, continueront à être opérées, pendant l'année 1966, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date du 31 décembre 1965:

La perception de tous impôts, produits et revenus affectés à l'Etat.

La perception de tous impôts, produits et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements publics, et aux organismes divers dûment habilités.

Art. 3 — Sont passibles des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelques motifs que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits détenus par les services ou établissements relevant de l'Etat ou des collectivités locales.

Art. 4 — Modification du code des contributions directes.

Le code des impôts directs, institué par la loi n° 65-13 du 21 juillet 1965, est modifié comme suit :

1° — Bénéfices industriels et commerciaux :

Art. 22 — 3^e alinéa — Le taux de l'impôt est fixé à 25% pour les particuliers et à 37% pour les personnes morales (le reste sans changement).

2° — Cartes de Revendeuses

Art. 152 — Les droits annuels sont fixés comme suit :

1 ^{re} catégorie	15.000
2 ^e catégorie	7.500
3 ^e catégorie	3.750

Le tiers des droits ainsi fixés est affecté au budget général, les deux autres tiers sont répartis comme la contribution des patentes.

3° — Versement forfaitaire sur les salaires

Art. 174 — Le taux du versement forfaitaire à la charge des employeurs est fixé à 3%.

4° — Impôt minimum forfaitaire des sociétés

Annexe VI — Article premier — Le premier alinéa est remplacé par l'alinéa ci-après :

« Un impôt minimum forfaitaire de 600.000 frs est dû par les sociétés de capitaux. Cet impôt est, à l'exclusion de la majoration prévue au 5^e alinéa du présent article, déductible de l'impôt sur les B.I.C. dû au titre de la même année et de l'année suivante en cas d'excédent.

Art. 5 — Modification du tarif des véhicules privés.

L'article 6 de la loi 59-14 du 14 janvier 1959, modifié par l'article 9 de la loi 63-29 du 17 janvier 1964, est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 6 nouveau — Les droits trimestriels sont ainsi fixés :

1° — En ce qui concerne le transport privé des marchandises à raison de 1.500 Frs par tonne ou fraction de tonne du poids de chargement minimum tel qu'il est indiqué sur le permis de circulation sans que le droit puisse être inférieur à 3.000 Frs par véhicule.

2° — En ce qui concerne les transports de personnes :

a) en raison de la puissance en cheval vapeur, telle qu'elle est indiquée sur le permis de circulation, par voiture :

— Supérieure à 15 HP	4.500
— Comprise entre 8 et 15 HP	3.000
— Inférieure à 8 HP	1.500

b) selon la cylindrée des vélomoteurs et motocyclettes :

— Supérieure ou égale à 50cm ³	900
— Inférieure à 50cm ³	600

Art. 6 — Modification du tarif des transporteurs publics.

L'article 6 de la loi n° 58-19 du 11 février 1958 modifié par l'article 9 de la loi n° 63-29 du 17 janvier 1964, est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 6 nouveau — Le prix de la vignette trimestrielle est fixé comme suit :

- 1° — Autobus de plus de 20 places 32.400
Autobus d'un nombre de place
égal ou inférieur à 20 21.600
- 2° — Poids lourds transformés servant à l'usage d'un transport en commun :
 - a) inférieurs ou égaux à 2,5 tonnes 19.800
 - b) supérieurs à 2,5 tonnes 23.400
- 3° — Poids lourds sans passagers :
 - a) inférieurs ou égaux à 2,5 t. 10.800
 - b) supérieurs à 2,5 t. 14.400
- 4° — Taxis :
 - a) de 5 places non compris celle du chauffeur 10.800
 - b) de plus de 5 places et de moins de 10 places 14.400

Art. 7 — Modification de la taxe forfaitaire représentative de la taxe de transaction à l'importation.

Le taux de la taxe forfaitaire représentative de la taxe de transaction à l'importation est porté de 15,71% à 17% à compter du 1^{er} janvier 1966.

Modifié en dernier lieu par la loi de Finances n° 60-39 du 30 décembre 1960 — Article 7.

Art. 8 — Modification de la taxe forfaitaire représentative de la taxe de transaction à l'exportation.

Le taux de la taxe forfaitaire représentative de la taxe de transaction à l'exportation fixé à 5,5% par délibération n° 44 ATT du 25 novembre 1955, est porté à 6,5% à compter du 1^{er} janvier 1966.

Art. 8 bis — Création d'une taxe forfaitaire spéciale de sortie sur les marchandises vendues au Magasin Hors-taxes de l'Aéroport de Lomé.

Il est créé pour compter du 1^{er} janvier 1966 une taxe forfaitaire spéciale de sortie de 60 frs par bouteille de boisson alcoolique et de 5% ad valorem sur tous les autres articles vendus au Magasin Hors-taxes de l'Aéroport de Lomé.

Art. 9 — Modification du tarif des droits fiscaux d'entrée.

Le tarif des droits fiscaux d'entrée, annexé à la loi 58-36 du 5 mars 1958, est modifié conformément à l'Etat A1, annexé à la présente loi.

Art. 10 — Droits d'enregistrement.

La réglementation concernant les droits d'enregistrement et du timbre annexée à la Délibération n° 1/CP/ATT du 17 décembre 1952 est modifiée comme suit :

L'amende prévue à l'article 181 est portée de 50 à 1.500 Frs par mois de retard.

Le droit prévu au dernier alinéa de l'article 220 est porté de 2 à 40/0.

Art. 11 — *Modification des droits d'immatriculation : Droits proportionnels.*

L'article 56 de l'arrêté n° 57 du 28 février 1923 portant règlement pour l'application du décret du 23 décembre 1922 sur le régime de la propriété foncière au Togo est modifié comme suit :

II — Aux Conservateurs de la propriété foncière :

b) Pour l'accomplissement des formalités d'immatriculation ou d'inscription :

7° — Pour l'établissement d'un titre foncier (rédaction du bordereau analytique et ouverture du feuillet foncier), sur la valeur vénale de l'immeuble (art. 94) droit proportionnel : 0,50/0.

9° — Pour inscription au titre foncier d'un acte constitutif, translatif ou extinctif de droit réel (rédaction du bordereau analytique et mention au feuillet foncier, art. 94 3° et 4° paragraphe et art. 125), sur le montant des sommes ou valeurs exprimées, droit proportionnel : 0,20/0.

10° — Pour établissement d'un nouveau titre foncier par suite de réunion ou de division de titres antérieurs (ouverture du nouveau feuillet foncier et, en cas de mutation seulement rédaction du nouveau bordereau analytique (art. 136 et 137) sur la valeur des parcelles mutées, droit proportionnel : 0,20/0.

(Ce droit se confondant avec l'émolument dû pour la mutation à inscrire et n'étant pas exigible à défaut de mutation concomitante).

III — Il est, en outre, retenu au profit du budget, à titre de contribution aux frais généraux du service de la propriété foncière :

1° — Pour l'immatriculation opérée aux livres fonciers (art. 94 et suivants du décret du 24 juillet 1906) sur la valeur vénale de l'immeuble immatriculé : droit proportionnel : 1/0.

2° — Pour l'inscription au titre foncier d'un acte constitutif, translatif ou extinctif de droit réel (art. 125 et suivants), sur le montant des sommes énoncées : droit proportionnel 0,40/0

N.B. — Dans le cas de constitution de nouveaux titres en suite de la réunion ou de la division des titres précédemment établis (art. 136 et 138 du décret), il n'est dû que la taxe proportionnelle de 0,40/0 liquidée sur la valeur des seules parcelles mutées, et non la taxe proportionnelle de 1/0 qui n'est exigible que dans le cas

de constitution de titres en suite d'immatriculation par contre, les droits fixes sont perçus dans tous les cas, même s'il s'agit du remplacement de titres terminés.

Toutes formalités autres que celles expressément désignées ci-dessus ne donneront ouverture à aucun droit.

Art. 12 — *Modification du taux de la redevance pour extraction de sable.*

La redevance pour extraction de sable, fixée à 15 francs le mètre cube par arrêté n° 28-MTP du 12 décembre 1961 est portée à 50 Frs le mètre cube à compter du 1^{er} janvier 1966.

Art. 13. — *Modification des droits pour l'examen du permis de conduire.*

Les taux des droits à percevoir pour l'examen du permis de conduire, des cartes grises ou jaunes et pour la visite des véhicules, fixés par la loi n° 59-9 du 6 janvier 1959 sont modifiés comme suit, à compter du 1^{er} janvier 1966.

A) Permis de conduire

— Permis de conduire d'une ou plusieurs catégories de véhicules	2.000
— Duplicata (quel que soit le nombre de mention)	800
— Extension	800
— Echange permis togolais	800
— Echange permis étranger	2.000
— Conversion brevet militaire en permis civil (quel que soit le nombre de mention)	1.000
— Permis international	1.000
— Duplicata permis international	800
— Ajournement aux épreuves du code ou de conduite	500

B) Obtention des cartes grises ou jaunes

— Immatriculation	600
— Mutation	600
— Duplicata ou changement de carte grise	500
— Certificat international	1.000
— Duplicata certificat international	800
— Carte jaune	600
— Duplicata carte jaune	500
— Reçu d'inscription de gage	500
— Certificat de non gage	250
— Reçu de radiation de gage	500

C) Visite des véhicules et divers

— Visites techniques semestrielles	500
--	-----

Art. 14. — *Réaménagement des tarifs postaux — télégraphiques et des articles d'argent.*

A compter du 1^{er} janvier 1966, sont modifiés, conformément aux annexes A2 — A3 — A4 — les tarifs postaux, télégraphiques et les articles d'argent, fixés par les textes ci-après :

Loi n° 58-20 du 11 février 1958

- 61-14 du 10 mars 1961
- 63-29 du 17 février 1963
- Arrêté n° 104 PM-MTP-PT du 4 mai 1959
- 120 PM-MTP-PT du 26 mai 1959
- 148 PM-MTP-PT du 14 septembre 1961
- Décret n° 60-58 du 15 juin 1960.

Art. 15. — Le découvert autorisé du compte spécial du budget annexe des Chemins de Fer et du Wharf du Togo, ouvert sous le n° 114-31-3 « Fonds de roulement » est porté de 30.000.000 à 40.000.000 de francs.

Art. 16 — Le découvert autorisé au compte 125-60 « Avances pour achat de véhicules automobiles » est fixé, pour l'exercice 1966, à la somme de 10.000.000 de francs CFA.

Art. 17 — Sont ouverts dans les écritures du Trésor deux comptes d'affectation spéciale intitulés :

- UNICEF — Affaires Sociales
- UNICEF — Santé Publique.

Seront portées au crédit de ces comptes les subventions versées par l'U.N.I.C.E.F. et au débit, les dépenses correspondantes.

Art. 18. — Il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale intitulé :

- Produits des participations financières de l'Etat.

Seront portés au crédit de ce compte les dividendes servis par les organismes auxquels l'Etat a apporté sa participation financière.

Art. 19 — Sont ouverts dans les écritures du Trésor deux comptes d'affectation spéciale intitulés :

- Travaux en régie effectués sur le FAC
- Emploi du Prêt de la France pour achat et installation d'un groupe électrogène.

Seront retracées, aux deux comptes ci-dessus, les opérations de recettes et de dépenses correspondant aux intitulés desdits comptes.

Art. 20 — Les affectations résultant du budget annexe des Chemins de Fer et du Wharf du Togo et les lois sur les comptes spéciaux du Trésor, sont confirmées pour l'année 1966, compte tenu de l'article 18 ci-dessus.

Art. 21 — Les ressources effectuées au budget général de l'exercice 1966, sont évaluées à la somme de 4.968.000.000 francs, conformément au développement qui en est donné à l'état A annexé à la présente loi.

Art. 22 — Les ressources effectuées au budget annexe du Chemin de Fer et du Wharf sont évaluées à la somme de 577.635.000 Frs conformément au développement qui en est donné à l'état C1 annexé à la présente loi.

Art. 23 — Les ressources effectuées au budget annexe de la pharmacie d'approvisionnement sont évaluées à la somme de 237.000.000 frs conformément au dé-

veloppement qui en est donné à l'état C2 annexé à la présente loi.

Art. 24 — Les ressources effectuées aux comptes d'affectation spéciale sont évaluées à la somme de 188.600.000 Frs conformément au développement qui en est donné à l'état E annexé à la présente loi.

Art. 25 — Les ressources effectuées au budget d'investissement sont évaluées à la somme de 812.144.000 Frs conformément à l'état J annexé à la présente loi.

Art. 25 bis — Le Gouvernement est autorisé à contracter auprès de l'Office des Produits Agricoles du Togo (OPAT) un emprunt de 325.000.000 de Frs destiné à couvrir, pour partie, les dépenses du budget d'investissement, exercice 1966.

TITRE III

Dispositions relatives aux charges

Art. 26. — Les plafonds des crédits applicables au budget général de l'exercice 1966, s'élèvent à la somme totale de 5.502.442.000 francs. Ces plafonds de crédit s'appliquent pour :

- aux dépenses ordinaires des services civils
 **4.809.342.000**
- aux dépenses ordinaires des services militaires
 693.100.000

Art. 27 — Les plafonds de crédits applicables au budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo, exercice 1966 s'élèvent à la somme totale de 577.635.000 francs.

Art. 28 — Le plafond des crédits applicables au budget annexe de la pharmacie d'approvisionnement de l'exercice 1966 s'élève à 202.768.000 francs.

Art. 29. — Les plafonds des crédits ouverts au titre des comptes d'affectation spéciale s'élèvent, pour l'année 1966, à la somme de 73.600.000 francs conformément à l'état E annexé à la présente loi.

Art. 30. — Les découverts ci-après sont autorisés pour l'année 1966, conformément à l'état E annexé à la présente loi.

a) — Compte de Commerce :

- | | |
|---|-------------|
| a) Fonds de la Pharmacie | 180.000.000 |
| b) Services techniques (Régie des Eaux) | 4.000.000 |
| Total | 184.000.000 |

b) — Compte d'avance :

- | | |
|--|------------|
| a) Avances pour achat de véhicules | 10.000.000 |
| b) Avances Editogo | 13.000.000 |
| c) Avances Sotexim | 50.000.000 |
| d) Avances C.E.E.T. | 10.500.000 |
| Total | 83.500.000 |

c) — *Compte des prêts :*

a) C.E.E.T. 45.000.000

d) — *Comptes spéciaux des Chemins de Fer :*

a) Fonds de roulement 40.000.000

b) Port de Lomé 60.000.000

Total 100.000.000

Total des découverts autorisés 412.500.000

Soit une charge maximale brute de 412.500.000 frs de la gestion des comptes spéciaux énumérés ci-dessus.

Art. 31. — Le plafond des crédits de paiements ouverts au budget d'investissement pour l'année 1966, s'élève à 812.144.000 francs conformément à l'état K annexé à la présente loi.

Art. 32. — Il est interdit aux autorités administratives régulièrement habilitées à engager des dépenses publiques, de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses imputables sur les crédits ouverts par les articles précédents, qui ne résulteraient pas de l'application des lois existantes ou des dispositions de la présente loi.

Le ministre des Finances, ordonnateur unique et contrôleur financier du budget de l'Etat, est responsable des décisions prises à l'encontre de la disposition ci-dessus.

TITRE IV

Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges

Art. 33. — Le résultat des opérations du budget général de l'Etat pour l'exercice 1966, est évalué comme suit :

Recettes ordinaires 4.968.000.000

Dépenses 5.502.442.000

Excédent de dépenses 534.442.000

Art. 34. — Le résultat des opérations du budget annexe des Chemins de Fer et du Wharf est évalué ainsi qu'il suit :

Recettes ordinaires 575.635.000

Recettes extraordinaires 2.000.000

Dépenses 577.635.000

Art. 35. — Le résultat des opérations du budget annexe de la Pharmacie d'approvisionnement est évalué à :

Recettes ordinaires 237.000.000

Dépenses 202.768.000

Excédent des recettes 34.232.000

Art. 36. — Le résultat global de la gestion des comptes d'affectation spéciale pour l'année 1966 est évalué ainsi qu'il suit : (voir état E).

Ressources 188.600.000

Charges 73.600.000

Excédent des ressources 115.000.000

Art. 37. — Le résultat des opérations du budget d'investissement pour l'année 1966 est évalué comme suit :

Recettes 812.144.000

Dépenses 812.144.000

Art. 38. — La charge maximale résultant de la gestion des comptes spéciaux est fixée pour l'année 1966 à la somme de 263.268.000 détaillée comme suit :

— Charges maximales brutes concernant les comptes spéciaux énumérés à l'article 30 ci-dessus (montant des découverts) 412.500.000

— Excédent des ressources des comptes d'affectation spéciale, tel qu'il ressort de l'article 36 ci-dessus (à déduire) 115.000.000

— Ressources résultant de la gestion du budget annexe de la pharmacie d'approvisionnement (article 35) (à déduire) 34.232.000

— Reste — charges maximales nettes 263.268.000

Art. 39. — Les charges nettes résultant de l'ensemble des opérations de gestion des comptes spéciaux prévus à l'article 37 ci-dessus, seront couverts par les ressources de Trésorerie.

Art. 40. — Les charges nettes résultant de l'ensemble des opérations prévues aux articles 33, 34, 35, 36, 37 pour un montant évalué à 534.442.000 seront couverts soit par des ressources de Trésorerie, soit par des ressources d'emprunts que le Gouvernement est autorisé à contracter en 1966, en particulier par des émissions de bons, ou par des conventions à conclure avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, dans des conditions à préciser par une loi.

DEUXIEME PARTIE

Moyens des Services et dispositions spéciales

TITRE I

Budget général

Art. 41. — Au titre des dépenses ordinaires de fonctionnement il est ouvert à l'Assemblée nationale et aux Ministères des crédits de 5.502.442.000 francs, à savoir :

183.281.000 au titre I — Dette Publique et Viagère

93.787.000 au titre II — Pouvoirs Publics

3.814.052.000 au titre III — Ministères et Services

1.411.322.000 au titre IV — Intervention de l'Etat conformément à la répartition par titres, chapitres et articles qui est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

TITRE II

Budgets annexes

Art. 42. — Le montant des crédits ouverts pour l'exercice 1966 au titre du budget annexe des Chemins de Fer et du Wharf est fixé à la somme de 577.635.000 francs, conformément à la répartition par divisions, chapitres et articles qui en est donnée à l'état D 1 annexé à la présente loi.

Art. 43 — Le montant des crédits ouverts pour l'exercice 1966 au titre du budget annexe de la Pharmacie d'Approvisionnement est fixé à la somme de 202.768.000 francs, conformément à la répartition par divisions, chapitres et articles qui en est donnée à l'état D 2 annexé à la présente loi.

TITRE III

Comptes d'affectation spéciale

Art. 44 — Le plafond des crédits ouverts aux Ministères pour l'année 1966 au titre des comptes d'affectation spéciale est fixé à la somme de 73.600.000 francs, conformément à la répartition par comptes qui en est donnée à l'état E annexé à la présente loi.

TITRE IV

Budget d'investissement

Art. 45 — Le plafond des autorisations de programmes accordées au titre du budget d'investissement, gestion 1966, est fixé à la somme de 812.144.000 francs, et celui des crédits de paiements ouverts aux Ministères, au titre du budget d'investissement est fixé pour l'année 1966, à la somme de 812.144.000 francs, conformément à l'état K annexé à la présente loi.

TITRE V

Dispositions diverses

Art. 46 — Conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi n° 60-29 du 5 août 1960 (loi organique relative aux lois de Finances), la clôture du budget général du Togo, de l'exercice 1966 est fixée au 31 mars 1967.

Celle des budgets annexes des Chemins de Fer et du Wharf et de la Pharmacie d'Approvisionnement est fixée au 31 mars 1967, par dérogation à l'article 21 de la loi organique n° 60-29 du 5 août 1960.

Art. 47 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 3 décembre 1965

N. Grunitzky

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 65-66 du 22-4-65 portant nominations dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — Sont nommées dans l'Ordre du Mono les personnes ci-après désignées :

A la dignité de Grand Officier :

- Me Santos Anani Ignacio — avocat défenseur
- MM. Nambiema Tabi — chef supérieur des Tchokkossis (à titre posthume)
- Palanga Tchédre — chef supérieur des Kabrais (à titre posthume)
- de Souza Augustino — propriétaire (à titre posthume)

Au grade de Commandeur

- MM. Agbobby Atayi Emmanuel — instituteur
- Aku Martin — docteur en médecine
- Aquereburu Samuel — ministre des T.P., mines, transports, P.et T.
- Atayi Amaté John — fonctionnaire en retraite
- Birregah Maloba — chef supérieur des Losos (à titre posthume)
- D'Almeida Alexandre — instituteur en retraite
- Djondo Nicolas — fonctionnaire
- Kpodar Simon — docteur en médecine — ambassadeur du Togo au Ghana
- Pasteur Kpomegbe John — mission méthodiste (à titre posthume)
- Mama Fousséni — ministre de l'intérieur
- Mensah Georges — ancien fonctionnaire (à titre posthume)
- Pognon Michel — instituteur en retraite
- Quashie William — ancien fonctionnaire (à titre posthume)
- Randolphe Pierre Léopold — instituteur en retraite
- Sanvee Jonathan — ancien fonctionnaire (à titre posthume)

Au grade d'Officier :

- MM. Abdoulaye Sani Mama — imam à Mango
- Adjalle Eklou Joseph — chef du canton d'Amoutivé
- Adjonou Odoe Kanli — chef du canton de Gnagna (Atakpamé)
- Adomey Edmond — notable à Lomé
- Ajavon Henri — instituteur en retraite
- Akakpo Théophile — instituteur à Lama-Kara
- Ananou David — directeur de l'école privée laïque Atayi
- Mgr. Anate André — vicaire général à l'archevêché — Lomé
- Aquitime Téléqui — député à l'assemblée nationale
- Pasteur Ataklo — mission évangélique
- Atakpa Kossi Doni — chef du canton de Djama (Atakpamé)
- Atayi Jonathan — directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères

- MM. Ayassou Michel — député à l'assemblée nationale
- Ayeva Issifou — chef supérieur des Cotocolis
- Ayih Kinvî Frédéric — instituteur
- Pasteur Azamede Max — mission évangélique
- Barboza William — fonctionnaire en retraite
- Bruce Kuadjo Emmanuel — chargé de mission au min. des aff. étrang.
- Byll Hilaire — fonctionnaire des douanes
- de Campos Boniface — négociant à Lomé
- Desanti René — directeur de cabinet du Président de la République
- Dotsey Cosme — député à l'assemblée nationale
- Ahovi Anonéné Abraham — chef du canton de l'Akébou
- Egblomasse Hermann — chef du canton du Litimé
- Fambare Djakpa — notable à Mango
- Fiawoo Emmanuel — député à l'assemblée nationale
- Fumey Gabriel — commissaire central de police de Lomé
- Gagli Emmanuel — docteur en médecine — député à l'assemblée nationale
- Gnahoui Albert David — instituteur (à titre posthume)
- Gnassingbe Kodo — chef du canton de Blitta
- Gonçalves Antoine — fonctionnaire en retraite
- Johnson Jean Richard — médecin
- Kalipe Jacob — chef traditionnel de Vogan
- Klousse Joseph — adjoint technique d'agriculture en retraite
- Lt. Kongo Koffi Rainhill — bataillon d'infanterie togolaise
- Koukpaki Banféwé Julien — fonctionnaire des T.P. en retraite
- Kpao Adom — chef du canton de Djamé (Lama-Kara)
- R.P. Kwakume Henri — (à titre posthume)
- Lawson Body Amen — médecin-chef du laboratoire de parasitologie
- Lawson Raphaël — fonctionnaire en retraite — ex-régent d'Anécho
- de Medeiros Carlos — docteur en médecine — secrétaire général à la Présidence de la République
- Nagbe Eloi — président de la délégation spéciale de la commune d'Atakpamé
- Nubukpo Emmanuel — commerçant (à titre posthume)
- Paass Rudolph — agent commercial en retraite
- Pedanou Andréas — fonctionnaire en retraite
- Pre Arokoum — ex-chef du canton de Lama-Tessi
- Mme Savi de Tove Régine — présidente nationale de la Croix Rouge
- M. Sodokpo Affan — chef du canton de Ountivou, (à titre posthume)

Lt. Tchama Christophe — bataillon d'infanterie togolaise

MM. Tognikin Nayo — chef du canton de Woudou (Atakpamé)

Vianou Benjamin — instituteur (à titre posthume)

Yendabre Joseph Yamandjo — commis à la circonscription de Dapango

Yerima Akondo — chef du canton de Bafilo

Au grade de Chevalier :

- MM. Adjallo Benoît — fonctionnaire — direction des T.P.
- Agba Marcel — directeur du cabinet du ministre du travail et F.P.
- Ahyee Nathaniel — chef débarcadère au wharf
- Aissah Clément — infirmier à Bassari
- Akpaki Hermann — transporteur
- Amlon Augustin — chef du canton d'Afagnan
- Amouzougan Cyprien — instituteur en retraite
- Pasteur Ataklo Samuel — mission évangélique
- Attignon Hermann — professeur d'histoire-géographie au lycée
- Mme Awoudja Ayélé Elisabeth — commerçante à Atakpamé
- Lt. Baloki Jérôme — bataillon d'infanterie togolaise
- MM. Bamaze Gnakou — chef du canton de Farendé (Pagouda)
- Bassabi Atakpa — chef supérieur de Bassari
- Bassabi Bonfoh — chef du canton de Kabou
- Blakime Valentin — chef du service de l'africanisation des cadres
- Bruce C. Cuthbert — officier de police
- Cadassou Zanou — sous-inspecteur de l'exploitation des CFT
- Codjie Kpelli Stephan — fonctionnaire en retraite
- Lt. Comlan Paul — commandant de la gendarmerie du nord
- Dabida Frico — chef du canton d'Akposso-Nord
- Dadzie Epou — notable à Amoutivé
- d'Almeida Paul — chef de la section J.O. à la Présidence
- Djamongue Yébli — agent de maîtrise principal des T.P.
- Djedo Djagbal — chef supérieur des Konkombas
- Dogbla Antoine — chef du canton de Davié
- Dokpo Gaba — notable à Nuatja
- Lt. Fatonzoun François — gendarmerie mobile
- Gbenyedzi Kossivi Ernest — transporteur
- Gnofam Mani Michel — commissaire de police de la ville d'Anécho
- Hounsounou Danhui — chef supérieur de Nuatja
- Kombaté Tambaté — chef du canton de Nanergou
- Kouévi Kouassi Florentin — chef de la section solde (Finances)
- Lt. Lawson M. Eugène — gendarmerie mobile
- Mme de Medeiros Priscillia — notable à Lomé
- Lt. Mensah Lucien — Etat Major des Forces Armées Togolaises
- MM. Nandjirma Gnamala — chef du canton de Kidjaboum
- Nimon Alafia — chef du canton de Kara
- Palanga Grégoire — chef supérieur de Lama-Kara
- Passah Seth — chef du canton de Tsévié — Député à l'Assemblée Nationale
- Sanvee Jacob — planteur à Anécho
- Sanwogou Sougoumba — chef du canton de Nagbén
- Sinnala Simtador — notable dans l'Est-Mono

MM. Sodoga A.T. Michel — adjoint technique des TP.
 Tchassama Asséma — préposé d'agriculture à Pagouda
 Tchobo Sossou — gardien de la paix principal au ministère de l'intérieur
 Tchédre Yao — fonctionnaire en retraite à Lama-Kara
 Titikpina Abdoulaye — chef du canton de Tachamba
 Toyo Kouégan — chef du canton d'Agomé
 Tsékpo Gotthilf — traducteur éwé à l'EDITOGO
 Yenhamé Labdiedo — chef du canton de Kantindi (Dapango)
 Zozo Koffi Paul — commis à la circonscription de Klouto

Art. 2. — Le présent décret, qui prendra effet pour compter du 27 avril 1965, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 22 avril 1965

M. Grunitzky

DECRET No 65-67 du 22 avril 1965 portant nominations à titre étranger dans l'Ordre du Mono

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi no 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 ;

Vu le décret no 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;

Sur proposition du grand chancelier et après avis du conseil de l'Ordre,

DECRETE :

Article premier. — Sont nommés dans l'Ordre du Mono, à titre étranger :

A la dignité de Grand Officier :

S.E. le cardinal Doepfner Julius — archevêque de Munich et Freising

S.E. le cardinal Leger Emile — archevêque de Montréal

S.E. le cardinal Lienart Achille — évêque de Lille

S.E. le cardinal Tisserant Eugène — doyen du Sacré Collège

Au grade de Commandeur :

M. Cornet Hubert — 1er conseiller à l'Ambassade de France au Togo

S.E. Mgr. Cessou Jean-Marie — ancien évêque du Togo (à titre posthume)

S.E. Mgr. Schönig — ancien préfet apostolique du Togo (à titre posthume)

S.E. Mgr. Wolf Franz — 1er évêque du Togo (à titre posthume)

Au grade d'Officier :

MM. Dairic Jean — trésorier payeur

Kalife Michel — commerçant

Me Liensol Max — avocat défenseur

Pasteur Mabilie Henri — mission évangélique

MM. Mazeyrat Robert — directeur du personnel au Quai d'Orsay

Taravant Jacques — conseiller à la Mission Fse. d'Aide et de Coopération

Me Viale Raymond — avocat défenseur

Pallares Martin — ancien directeur de l'Enseignement au Togo

RP. Keimer Hermann — (à titre posthume)

RP. Riegert Aloysius — séminaire St. Pierre Claver — Tokoin mm

RP. Cottez Raymond — mission catholique de Tomégbé

RP. Simon Joseph Robert — mission catholique d'Atakpamé

RP. Kennis Emmanuel — aumônier au Noviciat des Sœurs N.D.A. d'Agou

RP. Riebsstein Emile — Alsace

RP. Bardol Joseph — Alsace

Au grade de Chevalier

Mme Dutheil Huguette — secrétaire particulière du Président de la République

Mlles Vlassenko Elisabeth — chef du service de la Statistique

Bremond Antoinette — chargée des œuvres sociales féminines — mission évangélique

MM. Morin Charles — inspecteur primaire — circonscription pédagogique de Klouto

Degrange Francisque — inspecteur primaire — circonscription pédagogique de Lomé

Jolivet Louis — inspecteur primaire — circonscription pédagogique de Sokodé

Corre Henri — ancien directeur de l'I.R.C.T. à Anié

Sous-Lt. Cossais Roland — ancien chef de secrétariat à l'E.M. des F.A.T.

S.E. Mgr. Hanrion Barthélémy — préfet apostolique de Dapango

R.P. Sprunk Pierre — ancien principal du Collège St Joseph

R.P. Furst Joseph —

R.M. Dyonisius — Notre Dame des Apôtres

R.M. Georgette — Notre Dame des Apôtres

R.M. Marie-Rosalie — de la Providence

R.S. Marie-Noël — franciscaine — anesthésiste — réanimatrice au C.N.H.

R.S. Paul-Marie — directrice du Collège N.D.A. d'Amoutivé

R.S. Marie du Sacré Cœur — franciscaine — C.N.H.

Article deux. — Le présent décret, qui prendra effet pour compter du 27 avril 1965, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 22 avril 1965

N. Grunitzky.

DECRET No 65-67 bis du 22-4-65 portant promotion dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi no 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 ;

Vu le décret no 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;

Vu le décret no 64-35 bis du 24 février 1964 portant nominations dans l'Ordre du Mono,

D E C R E T E :

Article premier — Son Excellence M. Claude Ros-tain — ambassadeur de France au Togo — est promu à la dignité de Grand Officier de l'Ordre du Mono.

Article deux — Le présent décret, qui prendra effet pour compter du 27 avril 1965, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 22 avril 1965

N. Grunitzky

DECRET No 65-169 du 13-11-65 approuvant le budget primitif du Centre National Hospitalier de Lomé — exercice 1966.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi numéro 60-25 du 2 août 1960 portant organisation des établissements hospitaliers de la République togolaise ;

Vu le décret numéro 61-14 du 11 février 1961 portant règlement intérieur du centre national hospitalier de Lomé ;

Sur la proposition du ministre de la santé publique ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Est approuvé le budget primitif du Centre National Hospitalier de Lomé — exercice 1966 s'élevant en recettes et en dépenses à cent quatre vingt dix neuf millions six cent cinquante huit mille (199.658.000) francs.

Art. 2 — Le ministre des Finances et le ministre de la Santé Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 13 novembre 1965

N. Grunitzky

DECRET No 65-169 bis du 15 novembre 1965 portant nomination de membres du Conseil d'Administration de la « Régie Nationale des Eaux du Togo ».

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi numéro 63-26 du 15 janvier 1964 portant création de la « Régie Nationale des Eaux du Togo » ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier. — Sont administrateurs de la « Régie Nationale des Eaux du Togo » les personnes dont les noms suivent :

1o — Administrateurs fonctionnaires :

M. Mivedor Alex, ingénieur ENSEEHT, chef de l'Arrondissement de l'Hydraulique et de l'Electricité (Ministère des Travaux Publics).

MM. Dosseh André, administrateur civil (Ministère des Finances)

Edorh Célestin, médecin de l'Assistance Médicale du Togo, chef du bureau d'Hygiène Publique et Sociale (Ministère de la Santé).

2o — Administrateurs non fonctionnaires :

MM. Kassegne Clément
Nakpane Bernard
Amedegnato Richard } Membres de l'Assemblée Nationale
Gabriel Claude, directeur de la CTMB (Chambre du Commerce).

Djissode Jean (pour la commune de Lomé)

Sitti Ayikué Félix (pour la commune d'Anécho)

Seddoh Albert (pour la commune de Palimé)

Moreira Benoît (pour la commune d'Atakpamé)

Figgah Joseph (pour la commune de Tsévié)

Art. 2. — D'autres administrateurs seront nommés ultérieurement au fur et à mesure de l'établissement des réseaux de distribution d'eau dans les autres centres.

Art. 3. — Le Ministre des Travaux Publics, le Ministre des Finances et le Ministre de la Santé Publique sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 15 novembre 1965

N. Grunitzky

DECRET No 65-170 du 18 novembre 1965 portant rappel d'ancienneté et révision de la situation administrative d'un magistrat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret numéro 62-112 du 7 août 1962 portant nomination dans la magistrature togolaise ;

Vu la loi numéro 58-66 du 1er décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise

Vu la loi numéro 62-7 du 14 mars 1962 ;

Vu les attestations en date des 27 novembre 1958 et 25 janvier 1965 délivrées à M. Acouetey Théodore par le directeur de l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-Mer,

D E C R E T E :

Article premier. — Il est attribué pour compter du 1er janvier 1962, date de son intégration dans la Magistrature togolaise, un rappel d'ancienneté de un an 2 mois 13 jours à M. Acouetey Théodore, magistrat du 3e grade 4e échelon, conseiller à la Cour d'Appel.

Art. 2. — M. Acouetey conserve à la date de son intégration dans la magistrature togolaise en qualité de Magistrat du 3e grade 2e échelon (indice 1450) une ancienneté de 2 ans 1 mois.

Art. 3. — La situation administrative de l'intéressé s'établit de la façon suivante :

Grade et échelon de classement	Date d'effet	Ancienneté conservée
Magistrat du 3e grade 2e échelon	1-1-62	2 ans 1 mois
Magistrat du 3e grade 3e échelon	1-1-62	1 mois
Magistrat du 3e grade 4e échelon	1-1-64	1 mois

Art. 4. — L'ancienneté dans le 4e échelon du 3e grade qui débute à partir du 1er janvier 1964 aura effet au point de vue de la solde pour compter du 1er janvier 1965.

Art. 5. — Le Ministre de la Justice et le Ministre des Finances et de l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 novembre 1965

N. Grunitzky

DECRET No 65-171 du 20 novembre 1965 portant dissolution du conseil municipal d'Anécho.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884;

Vu les lois nos 55-1489 du 18 novembre 1955 et 59-47 du 5 juin 1959 portant réorganisation municipale;

Prenant acte de leur démission par dix sept des 27 membres composant le conseil municipal d'Anécho;

Considérant que ces démissions ne permettent plus au dit conseil municipal d'assurer de façon normale et convenable l'administration de la commune d'Anécho;

Sur rapport du ministre de l'intérieur;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Art. premier. — Est prononcée la dissolution du conseil municipal d'Anécho.

Art. 2. — Est instituée dans la commune d'Anécho une Délégation Spéciale composée de :

MM. Hunlede Théodore, Maboudou Richard et Ameganvi Louis.

Art. 3. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 novembre 1965

N. Grunitzky

DECRET No 65-172 du 27 novembre 1965 portant nominations dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise du 5 mai 1963;

Vu la loi no 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963;

Vu le décret no 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier. — Sont nommées à titre exceptionnel dans l'Ordre du Mono les personnalités ci-après désignées :

1^o — Au grade d'Officier

MM. Claude Gabriel — Directeur de la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin au Togo ;

Jean Saint-Arroman — Directeur technique de la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin à Paris ;

Jacques Houyvet — Chef des services administratifs de la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin à Paris.

2^o — Au grade de Chevalier

MM. Gilbert Ekué — Représentant du Togo au sein du Conseil d'Administration de la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin ;

Benoît Afangbedji — employé de la CTMB chargé des relations avec les populations à Hahotoé.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 27 novembre 1965

N. Grunitzky

DECRET No 65-172 (bis) du 27 novembre 1965 étendant aux agents non fonctionnaires les dispositions transitoires prévues par le 2^e alinéa de l'article 46 du décret no 61-61 du 21 juillet 1961.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963;

Vu la loi no 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise;

Vu le décret no 61-61 du 21 juillet 1961 fixant les modalités d'application du statut général des fonctionnaires;

Sur proposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Les dispositions du 2^e alinéa de l'article 46 du décret no 61-61 du 21 juillet 1961 sont étendues aux agents d'administration occupant des emplois normalement dévolus aux fonctionnaires des catégories A, B, C et D.

Art. 2. — Le Ministre de la Fonction Publique et les Ministres intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 27 novembre 1965

N. Grunitzky

DECRET No 65-173 du 1^{er} décembre 1965 convoquant l'Assemblée Nationale en session extraordinaire.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 44 de la constitution du 5 mai 1963;

DECRETE :

Article premier. — L'Assemblée Nationale est convoquée en une session extraordinaire dont l'ouverture est fixée au lundi 6 décembre 1965.

Art. 2. — L'ordre du jour de la session extraordinaire est arrêté comme suit :

— Projet de Loi portant abrogation de la loi du 5 juin 1959 créant les Sociétés Publiques d'Action Rurale

— Projet de Loi modifiant le Code des Investissements

— Projet de Loi relatif à l'avancement des personnels de l'Etat pendant la période d'exécution du premier Plan de Développement

— Projet de Loi complétant l'article 40 de la loi no 65-14 du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et les activités s'y rattachant et réglementation du crédit

— Proposition de Loi tendant à créer un Ordre des médecins, pharmaciens, chirurgiens dentistes et sages-femmes

— Projet de Loi sur les élections partielles

— Projet de Loi instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur.

Art. 3. — Le présent décret sera publié selon la procédure d'urgence.

Lomé, le 1er décembre 1965
N. Grunitzky.

DECRET No 65-174 du 1er décembre 1965 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo pour la récolte de café 1965-66.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963;

Vu la loi no 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'Office des produits agricoles du Togo;

Vu le décret no 65-93 du 24 juillet 1965 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et des cafés triages et brisures de la récolte 1964-65;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — La date d'ouverture de la campagne d'achat du café de la récolte 1965-66 est fixée au 1er décembre 1965.

Art. 2. — Le prix d'achat au producteur de ladite récolte est fixé à 70 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3. — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint la valeur à facturer à l'Office des Produits Agricoles du Togo est fixée à 90.097 francs CFA la tonne.

Art. 4. — La commercialisation des triages et brisures de café est interdite.

Art. 5. — Le montant des frais de transport de Dayes à Palimé que l'OPAT. remboursera aux acheteurs agréés est fixé à 2.500 francs la tonne. Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 1er décembre 1965
N. Grunitzky

CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE

Barème café 1965-1966

Prix d'achat au producteur	Francs CFA la tonne
1 Commission acheteur produit	1.800
2 Manutention loyer magasin acheteur produit	400
3 Transport au centre de collecte	2.000
	4.200
Valeur nu-basculer centre de collecte	74.200
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	800
5 Transport Chemin de Fer	1.075
	1.875

Valeur nu-basculer Lomé	76.075
6 Passage au catador (Y.C. déchets)	1.600
7 Calibrage	1.500
8 Sacherie 16 2/3 à 90	1.500
9 Amortissement de sac 10%	150
10 Entrée et sortie magasin	400
11 Loyer magasin Lomé	300
12 Financement 7% 4 mois V.L.M.	2.017
13 Frais généraux fixes	2.900
	10.367

Valeur loco-magasin Lomé	86.442
14 Commission acheteur agréé (3% V.L.M. + Transit)	2.624
15 Transit (Y.C. Voie locale)	1.031
	3.655

Valeur à facturer à l'OPAT 90.097

ARRETE No 186-PR-MCIT-DCI du 16 novembre 1965 nommant les membres de la commission chargée de l'établissement et de la révision de la liste électorale de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu constitution du 5 mai 1963;

Vu le décret no 58-78 du 23 octobre 1958 portant réorganisation de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie, au Togo;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme après consultation du président de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie,

ARRETE :

Article premier. — Sont désignés pour former la commission chargée de l'établissement de la liste électorale de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie :

MM. Kegloh Simon	Président
Folly Michel	} en tant que chefs d'établissements commerciaux
Kalife Michel	
Vaché Henri	
Fouillage Paul	— en tant que chef d'exploitation industrielle
M. Paass Rudolph	— en tant que chef d'exploitation agricole

Art. 2. Le présent arrêté sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 16 novembre 1965
N. Grunitzky

ARRETE No 188-PR-MER-EL du 19 novembre 1965 déclarant infecté de péripneumonie bovine le territoire de la circonscription administrative de Dapango.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'arrêté no 550 du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté no 327-APA du 23 juin 1944 portant fixation de certaines obligations des éleveurs en matière de police sanitaire des animaux;

Vu la loi n° 64-24 du 25 janvier 1965 portant indemnisation en cas d'abattage obligatoire de bovins lors d'une épizootie de péripneumonie bovine contagieuse;

Vu l'apparition de péripneumonie bovine parmi le bétail des cantons de Lotogou et de Tampielim, circonscription administrative de Dapango;

Sur la proposition du chef du service de l'élevage,

ARRETE :

Article premier. — Est déclaré infecté de péripneumonie bovine le territoire de la circonscription administrative de Dapango.

Art. 2. — Tout déplacement d'animaux sauf pour se rendre au pâturage habituel est formellement interdit, ainsi que toutes entrées et sorties d'animaux sur ce territoire.

Art. 3. — Le transit des bovins par la circonscription administrative de Dapango est formellement interdit ainsi que l'utilisation de la portion Dapango Mango de la voie sanitaire n° 1.

Art. 4. — Le marquage des bovins de la circonscription administrative de Dapango est obligatoire.

Les animaux malades, contaminés ou suspects doivent être abattus immédiatement. Leur chair peut être livrée à la consommation dans la zone du foyer infecté à condition que l'abattage ait lieu sous le contrôle d'un agent du service de l'Elevage et après saisie et destruction des organes infectés.

L'abattage des animaux malades, contaminés ou suspects de péripneumonie est à la charge du propriétaire de ces animaux. En cas de défaillance du propriétaire, le chef de la circonscription administrative où se trouve la zone déclarée infectée prendra les dispositions nécessaires avec accord du chef de la région d'Elevage intéressée, pour faire abattre les animaux malades, contaminés ou suspects.

Art. 5. — L'abattage des animaux donne droit à l'indemnité prévue par la loi n° 64-24 du 25 janvier 1965.

Art. 6. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies des sanctions prévues par l'arrêté n° 550 du 30 octobre 1934, dans son titre III.

Art. 7. — Le chef de la circonscription administrative de Dapango et le chef de la région d'Elevage des savanes à Dapango sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 novembre 1965

N. Grunitzky

Affaires courantes

No 189-PR du 20 novembre 1965. — Pendant l'absence de M. Firmin Abalo, Ministre de l'Economie Rurale, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. André Kuévidjen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

No 195-PR du 27 novembre 1965. — Pendant l'absence de M. Georges Apédo-Amah, Ministre des Affaires Etrangères, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. André Kuévidjen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Commissaire du Gouvernement auprès de la SOTEXIM

No 191-PR-MCIT du 27 novembre 1965. — Est rapporté l'arrêté n° 68-PR-MCIT du 28 avril 1965 nommant M. Jacques Brenner, commissaire du Gouvernement auprès de la SOTEXIM.

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

Engagement

No 8-D-HCP du 26 novembre 1965. — M. Djyehoué Jonathan est engagé en qualité d'agent permanent (dactylographe) 3e catégorie échelle A, et mis à la disposition du Service de la Statistique Générale, en remplacement de Mlle Lawson Félicia, décédée.

Son traitement sera imputé au chapitre 8, article 17 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

DECISION No 715-D-VP-MFE du 16 novembre 1965 portant exonération du « crédit du Togo » de la taxe sur les transactions.

LE VICE-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu la constitution de la République togolaise du 5 mai 1963;

Vu les articles 159 et suivants du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier et les textes modificatifs subséquents;

Vu la délibération n° 44-ATT du 25 novembre 1955 et les textes modificatifs notamment l'ordonnance 61-5 du 30 mars 1961;

Sur proposition du chef du service des contributions,

DECIDE :

Article premier. — Le « Crédit du Togo » est exonéré de la taxe sur les transactions en vertu des dispositions de l'article 3 2°) de la réglementation susvisée.

Art. 2. — La présente décision qui aura effet pour compter du 1er janvier 1965 sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 16 novembre 1965

A. Meatchi

Révision et concession de pensions de retraite

N° 737/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Les pensions de veuve et d'orphelin concédées sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo aux ayants-cause de M. Fiagbé Emmanuel, maître ouvrier de 2° classe des CFT, décédé le 4 novembre 1955, sont révisées et fixées au taux de 55 % des émoluments de base correspondant à l'indice local ancien 410 pour compter du 1er janvier 1961 et à l'indice nouveau 678 pour compter du 1er janvier 1962.

Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Fiagbé Elisabeth Yéhame, une pension de veuve au taux annuel de soixante seize mille cent quarante huit (76.148) francs pour compter du 1er janvier 1964.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à l'orphelin Denis, né le 9 octobre 1944, une pension d'orphelin fixée à quinze mille deux cent trente deux (15.232) francs par an pour compter du 1er janvier 1964.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, la pension d'orphelin accordée ci-dessus sera versée entre les mains de M. Fiagbé Adolphe Martin, chargé de l'administration des biens et de la tutelle de l'orphelin mineur du de cujus.

Les sommes déjà perçues par les intéressés au titre de la pension concédée sous le régime de la caisse locale de retraites du Togo seront déduites des arrérages des nouvelles pensions fixées par le présent arrêté.

N° 738/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve de Souza Agnès Fofoe Afiba (née Kpakpatsu) épouse de M. de Souza François Kouassi, brigadier de 2^e classe des eaux et forêts (indice 185/289, pourcentage 39 %) décédé le 14 septembre 1955, une pension de veuve au taux annuel de quatorze mille trois cent seize (14.316) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961 ; vingt et un mille neuf cent vingt quatre (21.924) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 ; vingt trois mille seize (23.016) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

Il est en outre accordé à Mme veuve de Souza Agnès Fofoe Afiba (née Kpakpatsu) la moitié de la rente viagère d'invalidité qui aurait dû être attribuée à son mari et dont le pourcentage est fixé à 100 % du minimum vital.

Le montant annuel de la rente d'invalidité accordée ci-dessus est fixé à vingt cinq mille quatre cents (25.400) francs pour compter du 10 septembre 1959 ; trente huit mille neuf cents (38.900) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 ; quarante mille huit cent quarante (40.840) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins ci-après désignés :

Bayi, née le 12 août 1943

Emmanuel, né le 29 août 1947

une pension annuelle fixée à deux mille huit cent soixante quatre (2.864) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961 ; quatre mille trois cent quatre vingt quatre (4.384) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 ; quatre mille six cent quatre (4.604) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963, augmentée d'une rente viagère d'invalidité de cinq mille quatre cents (5.080) francs pour compter du 10 septembre 1959 ; sept mille sept cent quatre vingt (7.780) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 ; huit mille cent soixante huit (8.168) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins et rente viagère d'invalidité accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. de Souza Ferdinand Yawovi, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

N° 739/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins ci-dessous dénommés de M. Blakime Babinasso Emmanuel, commis d'administration adjoint de 3^e classe (indice 345/556, pourcentage 36 %) décédé le 14 avril 1958 :

Roger, né en 1950

Julie, née le 25 juillet 1950

Pierre, né le 9 septembre 1951

Cyriaque, né le 16 mars 1953

Omer, né le 8 septembre 1953

Marie Louise, née le 27 août 1957

Marie Thérèse, née le 28 août 1957

Josephine, née le 18 septembre 1957

une pension d'orphelin fixée à six mille trois cent quarante huit (6.348) francs l'an pour compter du 1^{er} janvier 1961 ; neuf mille sept cent trente six (9.736) francs l'an pour compter

du 1^{er} janvier 1962 ; dix mille deux cent vingt (10.220) francs l'an pour compter du 1^{er} novembre 1963.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux seront versées entre les mains de M. Blakime Morou Théophile, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

N° 740/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Veuve Agbodjan Ahlinbavi Agnès (née Dos-Reis) épouse de M. Agbodjan Prince Etienne, infirmier principal de classe exceptionnelle de la santé publique du Togo en retraite (indice 792, pourcentage 58 %) décédé le 16 août 1964, une pension de veuve au taux annuel de quatre vingt treize mille huit cent quatre (93.804) francs pour compter du 24 septembre 1964.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension d'orphelin fixée à dix huit mille sept cent soixante (18.760) francs l'an pour compter du 24 septembre 1964 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Virginia, née le 17 novembre 1949

Charles, né le 12 octobre 1950

Josephine, née le 18 mai 1954

Charles, né le 4 septembre 1954

Christine, née le 22 novembre 1956

Ludovica, née le 30 avril 1957.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux seront versées entre les mains de M. Agbodjan Prince Robert, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

N° 741/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Les pensions de veuve et d'orphelins concédées sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo aux ayants-cause de M. Bawa Bagnan, chef d'équipe de 4^e classe des travaux publics, décédé le 26 novembre 1957, sont révisées et fixées au taux de 40 % des émoluments de base correspondant à l'indice local ancien 330 pour compter du 1^{er} janvier 1961 et à l'indice nouveau 534 pour compter du 1^{er} janvier 1962.

Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Bawa Assibi (née Soulé) une pension de veuve au taux annuel de quarante trois mille six cent vingt (43.620) francs pour compter du 1^{er} janvier 1964.

Il est en outre accordé à Mme veuve Bawa Assibi (née Soulé) la moitié de la rente viagère d'invalidité qui aurait dû être attribuée à son mari et dont le pourcentage est fixé à 100 % du minimum vital.

Le montant annuel de la rente viagère d'invalidité accordée ci-dessus est fixé à quarante mille huit cent quarante (40.840) francs pour compter du 1^{er} janvier 1964.

Il est également alloué pour compter du 1^{er} janvier 1964, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins ci-après désignés, une pension annuelle de huit mille sept cent vingt quatre (8.724) francs augmentée d'une rente viagère d'invalidité de huit mille cent soixante huit (8.168) francs l'an :

Mariama, née en 1943

Baba, né le 23 juillet 1948

Fousséni, né le 18 septembre 1952

Aboudoulaye, né le 24 juillet 1954

Zalia, née le 19 mars 1957.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux seront versées entre les mains de M. Bawa Bouraïma, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

Les sommes déjà perçues par les intéressés au titre des pensions et rente concédées sous le régime de la caisse locale de retraites du Togo seront déduites des arrérages des nouvelles pensions et rente fixées par le présent arrêté.

N° 742/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Afanou Afansi (née Kochi) épouse de M. Afanou Kouévi, ouvrier hors classe des travaux publics du Togo en retraite (indice 410/678, pourcentage 50 %) décédé le 9 mai 1964, une pension de veuve au taux annuel de soixante neuf deux cent vingt quatre (69.224) francs pour compter du 1er juin 1964.

Le montant des arrérages de pension dû à M. Afanou Kouévi pendant les mois d'avril et mai 1964 sera versé entre les mains de sa veuve.

N° 743/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Koffi Basile, né le 2 janvier 1945, orphelin de M. Hiaboade Akakpo, chef-mécanicien de 2^e classe des chemins de fer du Togo en retraite (indice 410/678, pourcentage 57 %) décédé le 5 mars 1962, une pension d'orphelin fixée à soixante quinze mille cent soixante huit (75.168) francs l'an pour compter du 10 juin 1963 ; soixante dix huit mille neuf cent seize (78.916) francs l'an pour compter du 1er novembre 1963.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, la pension accordée ci-dessus sera versée entre les mains de M. Hiaboade Daniel, chargé de l'administration des biens et de la tutelle de l'orphelin mineur du de cujus, ainsi que le montant des arrérages de pension dû à M. Hiaboade Akakpo, pendant la période du 1er janvier au 31 mars 1962.

N° 744/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Johnson Anna Bayi (née de Souza) épouse de M. Johnson Robert, commis principal de 1^{re} classe des transmissions du Togo en retraite (indice 530/908, pourcentage 57 %) décédé le 3 septembre 1962, une pension de veuve au taux annuel de cent cinq mille six cent quatre vingt huit (105.688) francs pour compter du 17 novembre 1963.

Il est également alloué sur les fonds de la même classe une pension d'orphelin fixée à :

— vingt mille cent trente six (20.136) francs l'an pour compter du 15 octobre 1963 ;

— vingt et un mille cent quarante (21.140) francs l'an pour compter du 1er novembre 1963 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Frieda, née le 24 octobre 1945
Georgette, née le 14 février 1949
Mercy, née le 26 mars 1951
Rebecca, née le 21 avril 1952
Michel, né le 20 mars 1953
Adolphe, né le 14 février 1954
Reine, née le 6 septembre 1955
Pierrette, née le 9 septembre 1957.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions accordées ci-dessus susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux seront versées entre les mains de M. Johnson Samuel, chargé de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

N° 745/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Une pension d'ancienneté (pourcentage 74 %) au montant annuel de trois cent deux mille deux cent seize (302.216) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Johnson Clément, instituteur adjoint 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1965.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Johnson Clément, pour compter du 1er octobre 1965, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Urbain, né le 8 juin 1932
Odette, née le 25 octobre 1935
Adadé, né le 8 octobre 1937
Odile, née le 7 février 1941
Ampan, né le 11 novembre 1943
Kouassi, né le 4 mai 1947.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante quinze mille cinq cent cinquante six (75.556) francs pour compter du 1er octobre 1965.

M. Johnson Clément pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1965, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Clémentine, née le 28 septembre 1950
Jeannette, née le 12 juin 1953
Adjo, né le 20 février 1956
François, né le 4 octobre 1958
Elenthère, né le 20 février 1961
Moïse, né le 21 août 1963
Pascaline, née le 17 mai 1965.

N° 746/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Mensah K. Anssikpè (née Afanou) épouse de M. Mensah Noudjrodou, maître matelot du wharf du Togo en retraite (indice 325/528, pourcentage 62 %) décédé le 3 juillet 1963, une pension de veuve au taux annuel de soixante trois mille six cent soixante douze (63.672) francs pour compter du 1er août 1963 ; soixante six mille huit cent quarante huit (66.848) francs pour compter du 1er novembre 1963.

Le montant des arrérages de pension dû à M. Mensah Noudjrodou, pendant le mois de juillet 1963 sera versé entre les mains de la veuve.

N° 747/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Pio Massan Odilia (née Allome)
Pio Alice, (née Avoumadzi)

épouses de M. Pio Albert Nassirou, infirmier principal de classe exceptionnelle de la santé publique du Togo en retraite (indice 792, pourcentage 74 %) décédé le 18 février 1965, une pension de veuve au taux annuel de cinquante neuf mille huit cent quarante (59.840) francs pour compter du 1er mars 1965.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension d'orphelin fixée à vingt trois mille neuf cent trente six (23.936) francs l'an pour compter du 1er mars 1965 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Georges, né le 23 avril 1946
Lucile, née le 31 octobre 1951

Mariama, née le 12 septembre 1954
 Aissatou, née le 26 juillet 1955
 Nassiratou, née le 21 octobre 1958
 Hachimi, né le 22 février 1960
 Rachidatou, née le 28 septembre 1961.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux seront versées entre les mains de M. Pio Liady Grégoire, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

N° 748/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mmes veuves, Begla Linus, infirmier adjoint 4^e échelon de la santé publique du Togo (indice 295/467, pourcentage 21 %) décédé le 27 avril 1960, une pension de veuves aux taux annuel de neuf mille cinq cent quarante (9.540) francs pour compter du 12 avril 1961 à Mme veuve Begla Rita Adoudé (née Tsilo) et pour compter du 16 novembre 1962 à Mme veuve Begla Margueritte Adoudé (née Blivi) ; dix mille seize (10.016) francs pour compter du 1er novembre 1963.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension d'orphelin fixée à trois mille huit cent seize (3.816) francs l'an pour compter du 22 avril 1962 ; quatre mille huit (4.008) francs l'an pour compter du 1er novembre 1963 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Epiphanie, née le 5 janvier 1957
 Angèle, née le 11 janvier 1960.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux seront versées entre les mains de M. Nikoué Kouétévi Albert, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

N° 749/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Faré Zinabou Assibi (née Bougonou) épouse de M. Faré Djato, commis d'administration principal de 1^{re} classe en retraite (indice 530/908, pourcentage 66 %) décédé le 21 mars 1963, une pension de veuve au taux annuel de cent seize mille cinq cent soixante (116.560) francs pour compter du 1er avril 1963 ; cent vingt deux mille trois cent soixante quatorze (122.374) francs pour compter du 1er novembre 1963.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension d'orphelin fixée à vingt trois mille trois cent douze (23.312) francs l'an pour compter du 1er avril 1963 ; vingt quatre mille quatre cent soixante seize (24.476) francs l'an pour compter du 1er novembre 1963 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Awoawou, née le 7 mars 1945
 Mariama, née le 10 avril 1945
 Mamouna, née le 5 octobre 1946
 Seidou, né le 14 mars 1951
 Azaratou, née le 21 avril 1951
 Adama, née le 2 octobre 1951
 Issifou, né le 4 avril 1953
 Aminatou, née le 21 août 1954.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux ainsi que le montant des arrérages de pension et des allocations familiales dus à M. Faré Djato, pendant la période du 1er janvier au 31 mars 1963, seront versés entre les mains de M. Oumorou Sériki (dit Sarki Djato, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

N° 750/VP/MFE/MF/CR du 12-11-65. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Ezin Yovossi (née Adani) épouse de M. Ezin Peter, chef d'équipe de 1^{re} classe des chemins de fer du Togo en retraite (indice 345/556, pourcentage 52 %) décédé le 27 août 1962, une pension de veuve au taux annuel de cinquante six mille deux cent trente six (56.236) francs pour compter du 18 octobre 1962 ; cinquante neuf mille quarante (59.040) francs pour compter du 1er novembre 1963.

Le montant des arrérages de pension dû à M. Ezin Peter pendant les mois de juillet et août 1962 sera versé entre les mains de sa veuve.

N° 753/VP/MFE/MF/CR du 19-11-65. — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 31 %) au montant annuel de cinquante neuf mille cinq cent quatre (59.504) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayassoro Pessso, gendarme de 2^e classe 7^e échelon n° mle 1990 du corps du personnel de la gendarmerie mobile (indice 470) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mars 1965.

M. Ayassoro Pessso pourra prétendre, pour compter du 1er mars 1965, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Adjoa, née le 2 janvier 1963.

N° 754/VP/MFE/MF/CR du 19-11-65. — La pension proportionnelle concédée sur les fonds de l'ex-caisse locale de retraites du Togo à M. Nicabou Balahoui, surveillant ordinaire 1^{er} échelon des transmissions est révisée et fixée au taux de 30 % des émoluments de base correspondant à l'indice local ancien 210 pour compter du 1er janvier 1961 et à l'indice nouveau 319 pour compter du 1er janvier 1962.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à trente neuf mille quatre vingt quatre (39.084) francs pour compter du 1er janvier 1964.

M. Nicabou Balahoui pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1964 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e et 6^e rang) ci-après désignés :

Kpindi, né le 5-10-45
 Oukaté, né le 30-7-48.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée sous le régime de la caisse locale de retraites du Togo seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

N° 755/VP/MFE/MF/CR du 19-11-65. — Une pension d'ancienneté (pourcentage 74 %) au montant annuel de cinq cent vingt huit mille huit cent quatre vingts (528.880) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dogbé Kouassi Godwin, secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale (indice 1750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1965.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dogbé Kouassi Godwin, pour compter du 1er octobre 1965, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Ephrem, né le 3 juin 1935
 Agnès, née le 24 octobre 1942
 Michel, né le 10 mai 1943
 Jean-Baptiste, né le 4 décembre 1945
 Berthe, née le 5 février 1947
 Charles, né le 19 août 1948.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente deux mille deux cent vingt (132.220) francs pour compter du 1er octobre 1965.

M. Dogbé Kouassi Godwin pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1965, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Eugénie, née le 16 mars 1950
 Clémentine, née le 7 juillet 1959
 Célestin, né le 3 octobre 1961
 Laurentia, née le 19 février 1962
 Solange, née le 9 novembre 1963
 Aurélien, né le 17 février 1965.

N° 756/VP/MFE/MF-CR du 19-11-65. — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 42 %) au montant annuel de quatre vingt quatorze mille trois cent quarante (94.340) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nam Laré, gendarme de 2^e classe 9^e échelon n° mle 1761 du corps du personnel de la gendarmerie mobile (indice 550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mars 1965.

M. Nam Laré pourra prétendre, pour compter du 1er mars 1965 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

* Nakétébou, né le 6 septembre 1949
 * Saléguépou, né le 7 février 1958
 * Minguilouguitibé, né le 5 mars 1960
 * Yentroudja, né le 30 novembre 1960
 Arzouma, née le 15 décembre 1961
 Bakéssoumè, né le 20 octobre 1962
 Sannana, née le 24 décembre 1963.

N° 757-VP-MFP-MF-CR du 25-11-65 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 37 o/o) au montant annuel de soixante dix sept mille six cent cinquante huit (77.068) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kombati Lamboni, gendarme de 2^e classe 8^e échelon n° mle 1824 du corps du personnel de la gendarmerie mobile (indice 510) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mars 1965.

N° 758-VP-MFE-MF-CR du 25-11-65 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 37 o/o) au montant annuel de quarante et un mille cinq cent cinquante six (41.556) francs cfa payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} mars 1965 et à cent deux mille six cent vingt (102.620) francs cfa pour compter du 1^{er} janvier 1963 sur les fonds de l'Etat français à M. Tawelessi Limassiye, soldat de 1^{re} classe 4^e échelon n° mle 82-357, du corps du personnel des forces armées togolaises, (indice 275) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

M. Tawelessi Limassiye pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mars 1965, après justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Comlan, né le 8 novembre 1952
 Halo, née le 24 octobre 1954
 Lydia, née le 27 mars 1958
 Yawa, née le 3 novembre 1959
 * Tchilabalo, né le 16 janvier 1962
 Justine, née le 27 septembre 1964.

N° 759-VP-MFE-MF-CR du 25-11-65 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 43 o/o) au montant annuel de quatre vingt seize mille cinq cent quatre vingt huit (96.588) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yanéyo Djabani, gendarme de 2^e classe 9^e échelon n° mle 1768 du corps du personnel de la gendarmerie mobile (indice 550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} février 1965.

M. Yanéyo Djabani pourra prétendre, pour compter du 1^{er} février 1965, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 8^e rang) ci-après désignés :

* Tchabinandi, né le 3 octobre 1951
 Yéchéblé, né le 3 août 1954
 Pounanmé, né le 16 octobre 1956
 Pougounepo, né le 11 février 1959
 Madobo, né le 13 juin 1961
 Gounyanou, né le 22 octobre 1961
 Kossiwa, née le 24 novembre 1963
 Abba, née le 28 avril 1964.

N° 760-VP-MFE-MF-CR du 25-11-65 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 32 o/o) au montant annuel de soixante six mille six cent cinquante deux (66.652) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nameding Kountoudja, gendarme de 2^e classe 8^e échelon n° mle 1983 du corps du personnel de la Gendarmerie Mobile (indice 510) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mars 1965.

N° 761-VP-MFE-MF-CR du 25-11-65 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 32 o/o) au montant annuel de trente cinq mille neuf cent quarante (35.940) frcs cfa payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} mars 1965 et à quatre vingt dix mille trois cent soixante seize (90.376) francs cfa pour compter du 1^{er} novembre 1962 sur les fonds de l'Etat français à M. Bayimbo Massassaba, soldat de 1^{re} classe 4^e échelon n° mle 82.537 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 275) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

M. Bayimbo Massassaba pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mars 1965, après justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 24 septembre 1954
Kossiya, née le 16 juin 1957
Fatouma, née le 14 août 1960
Amoyé, né le 17 janvier 1961
Ablavi, née le 8 décembre 1964.

No 762-VP-MFE-MF-CR du 25-11-65 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 37 o/o) au montant annuel de soixante onze mille vingt (71.020) francs cfa payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} mars 1965 et à quatre vingt sept mille quatre cent seize (87.416) francs cfa pour compter du 1^{er} septembre 1962 sur les fonds de l'Etat français au gendarme de 2^e classe 7^e échelon Laoukpessi Katabossi n° mle 2586 du corps du personnel de la Gendarmerie Mobile (indice 470) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

M. Laoukpessi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mars 1965, après justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Yao Motopewé né le 4 juillet 1961.

No 763-VP-MFE-CR du 25-11-65 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 43 o/o) au montant annuel de quatre cent trente neuf mille trente deux (439.032) francs cfa payable comme suit :

— Deux cent cinquante quatre mille sept cent deux (254.702) francs cfa sur les fonds de l'Etat français;

— Cent quatre vingt quatre mille trois cent trente (184.330) francs cfa sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} août 1965 au commandant Bodjollé Emmanuel, du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 2.500) admis à la retraite.

Le commandant Bodjollé Emmanuel pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1965, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 8^e rang) ci-après désignés :

Jean-Baptiste, né le 14 mars 1950
Valentine, née le 11 décembre 1952
Béatrice, née le 1^{er} janvier 1954
Lambert, né le 27 juillet 1956
Maurice, né le 10 septembre 1958
Jeanne, née le 6 mai 1963
Clémence, née le 1^{er} août 1964
Bertin, né le 25 août 1964.

No 764-VP-MFE-MF-CR du 25-11-65 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 74 o/o) au montant annuel de trois cent soixante dix sept mille sept cent soixante douze (377.772) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Zékpa Samuel, agent technique de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1250) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1965.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Zékpa Samuel, agent technique de 1^{re} classe 2^e échelon pour compter du 1^{er} octobre 1965, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 o/o de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Richard, né le 31 octobre 1934
Francisca, née le 8 décembre 1936
Stella, née le 22 février 1938
Emmanuel, né le 1^{er} août 1939
Prosper, né le 4 janvier 1940
Joseph, née le 5 août 1941.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt quatorze mille quatre cent quarante quatre (94.444) francs pour compter du 1^{er} octobre 1965.

M. Zékpa Samuel pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1965, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Bénonia, née le 13 janvier 1944
Georges, né le 2 juillet 1947
Dénise, née le 15 août 1947
Félix, né le 11 juin 1948
Etienne, né le 1^{er} septembre 1951
Afansi, née le 8 janvier 1955
Colette, née le 6 mars 1955
Otou, né le 25 mars 1958
Romain, né le 28 février 1962.
Honorine, née le 22 décembre 1963.

No 765-VP-MFE-MF-CR du 25-11-65 — Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 66 o/o) au montant annuel de cent vingt six mille six cent quatre vingt huit (126.688) francs cfa payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} juillet 1965 et à cent cinquante huit mille six cent soixante seize (158.676) francs cfa pour compter du 1^{er} juin 1962 sur les fonds de l'Etat français au gendarme de 2^e classe 7^e échelon Watébaré Kantouti n° mle 2560, du corps du personnel de la gendarmerie mobile (indice 470), admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

No 766-VP-MFE-MF-CR du 25-11-65 — Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 50 o/o) au montant annuel de quatre vingt cinq mille sept cent soixante quatre (85.764) francs cfa payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} septembre 1965 et à quatre vingt dix neuf mille huit cent seize (99.816) francs cfa pour compter du 1^{er} novembre 1962 sur les fonds de l'Etat français à M. Bamoiike Yendam, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 82.153, du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

Le soldat Bamoiké Yendam pourra prétendre, pour compter du 1^{er} septembre 1965, après justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Banimpo, né le 1^{er} septembre 1958

Dambigou, né le 3 août 1959

Christine, née le 25 juillet 1964

Clotaire, né le 7 avril 1965.

Autorisations de paiement

N° 716-D-VP-MFE-MF-F du 16-11-65 — Est autorisé le paiement par virement en faveur de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) à son compte n° 0110 à la Banque Commerciale d'Ethiopie, Addis-Abéba, de la somme de vingt quatre mille quatre cent soixante quinze (24.475) dollars US. soit six millions de francs CFA, à titre de la contribution du Togo au budget ordinaire de cet organisme pour l'année 1965 (deuxième versement).

Une somme de six millions soixante huit mille trois cent neuf (6.068.309) francs cfa, représentant le montant de la contribution et les frais de virement, sera mandatée au nom du directeur de la BIAO-Lomé, chargé des opérations dudit virement sur Addis-Abéba.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1965, chapitre 37, article 3, paragraphe 2.

N° 734-D-VP-MFE-MF-F du 25-11-65 — Est autorisé le paiement par virement en faveur de l'Institut Africain de Développement et de Planification de Dakar, à son compte United Nations n° 1 Account Federal Reserve Bank of New York, 33, Liberty street, New York — 45 N.Y., de la somme de un million quatre cent vingt et un mille (1.421.000) francs cfa, représentant la contribution du Togo pour l'année 1965 au budget de cet organisme.

Une somme de un million quatre cent trente sept mille cinq cent quarante trois (1.437.543) francs cfa représentant le montant de la contribution et les frais de virement sera mandatée au nom du directeur de la BIAO — Lomé chargé des opérations du virement des devises sur New York.

La dépense est imputable au budget général du Togo, chapitre 37, article 3, paragraphe I, exercice 1965.

N° 735-D-VP-MFE-MF-F du 25-11-65 — Est autorisé le paiement par virement en faveur de l'Institut de Formation et de Recherche des Nations Unies, à son compte United Nations n° 1 Account Federal Reserve Bank of New York, 33, Liberty street New York, de la somme de mille cinq cents (1.500) dollars US. soit trois cent soixante sept mille cinq cents (367.500) francs cfa, représentant la contribution volontaire du Togo pour l'année 1965 au budget de cet organisme.

Une somme de trois cent soixante douze mille cent trente trois (372.133) francs cfa, représentant le montant de la contribution et les frais de virement sera mandatée au nom du directeur de la BIAO — Lomé, chargé des opérations du virement des devises sur New York.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1965, chapitre 37, article 3, paragraphe 1.

N° 745-D-VP-MFE-MTP-CFT du 26-11-65 — Est autorisé le paiement à l'Association Internationale du Congrès des Chemins de Fer à Bruxelles, 19, rue du Beau-Site, à son compte chèque postal n° 32-36-11, de la somme de vingt neuf mille cinq cent quatre vingt quinze francs représentant le montant de la cotisation due à l'association au titre de l'exercice 1965.

Une somme de trente mille deux cent soixante cinq francs (30.265) représentant le montant de paiement et les frais de virement sur Bruxelles sera mandatée au nom du directeur de la BIAO — Lomé, chargé des opérations dudit virement.

La dépense est imputable au budget annexe des chemins de fer du Togo, chapitre 6, article 8, exercice 1965.

Subvention

N° 752-VP-MFE-F du 19-11-65 — Une subvention exceptionnelle de un million cinq cent mille (1.500.000) francs cfa non renouvelable est accordée à la fédération des sociétés publiques d'action rurale, conformément aux dispositions du décret numéro 65-87 du 25 juin 1965 portant approbation du budget exercice 1965 de la F-SPAR.

Cette somme sera virée au compte numéro 588 BN CI Lomé en faveur de la F-SPAR.

La dépense, imputable par anticipation sur le budget général de la République togolaise, chapitre 39, article 10 nouveau, sera régularisée au prochain collectif de l'exercice 1965.

Nominations

N° 723-D-VP-MFE-MF-FA du 19-11-65 — M. Sant' Anna Racim, co-directeur du service hydro-pédologique, est nommé régisseur de la caisse d'avance dudit service en remplacement de M. Koffi Omer, ingénieur d'agriculture, parti en stage.

N° 751-VP-MF-MTP-CFT du 16-11-65 — L'arrêté numéro 500-MF-MTP-CFT du 28 juillet 1965 est et demeure rapporté.

M. Taffin Léon, chef de division de la FOM de retour de congé administratif est nommé ordonnateur-secondaire du budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo et des comptes hors budget.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de signature.

Engagement

N° 718-D-VP-MFE du 17-11-65 — M. Lawson Latévi Cyrille est engagé en qualité d'aide-géomètre permanent de 1^{re} catégorie échelle A, pour compter du 1^{er} novembre 1965 et pour servir au service topographique (domaines), en remplacement numérique de M. Placca Gérard, licencié de son emploi pour abandon de poste.

Son traitement sera imputé au chapitre 8, article 12 du budget général.

Affectation

N° 724-D-VP-MFE du 19-11-65 — M. Géraldo Moussibaou, commis d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon, précédemment en service au trésor, est remis à la disposition du ministre de la fonction publique pour être affecté au ministère des affaires étrangères.

Le traitement de l'intéressé sera imputé au chapitre 12, article 7 du budget général, exercice 1965.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Remboursement au profit du budget général

N° 717-D-VP-MFE-MF-F du 16-11-65 — Est mis à la charge de:

MM. Gbégnédji Mathias, contremaître adjoint 2 ^e classe en service au garage central	6.015
Adjibao Mathieu, agent permanent de 2 ^e cat. éch. B au service des pêches Lomé	6.015

12.030

soit la somme de douze mille trente (12.030) francs cfa, représentant le total des frais de réparation des véhicules immatriculés RT. 2163-A et RT. 5927-A endommagés par ces derniers par suite d'un accident de circulation survenu le 4 août 1965.

Un ordre de recette de 6.015 francs cfa sera émis à l'encontre de chacun d'eux, le recouvrement devant se faire en une seule fois en ce qui concerne M. Gbégnédji et par précompte mensuel sur son salaire en ce qui concerne M. Adjibao.

MINISTERE DE LA JUSTICE**Engagements**

N° 54-D-MJ du 16-11-65 — M. Afanou Hènon, précédemment en service à la circonscription administrative de Tsévié, est engagé en qualité de chauffeur permanent de 3^e catégorie échelle B, pour servir au tribunal coutumier de première instance de Mango en complément d'effectif.

Le salaire de l'intéressé sera imputable au chapitre 16, article 7 du budget général, exercice 1965.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 55-D-MJ du 16-11-65 — M. Kangbéni Minbile est engagé en qualité de chauffeur permanent de 2^e catégorie, échelle A pour servir à la section de Dapango en remplacement de M. Allassani Amadou.

Le salaire de l'intéressé sera supporté par le chapitre 16, article 6 du budget général, exercice 1965.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 56-D-MJ du 16-11-65 — M. Gakpé K. Lucien est engagé en qualité de chauffeur permanent de 2^e catégorie, échelle A pour servir au tribunal coutumier de première instance de Tsévié, en complément d'effectif.

Le salaire de l'intéressé sera imputable au chapitre 16, article 7 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

MINISTERE DE L'INTERIEUR**Annulations et ouvertures de crédits**

N° 74-INT du 19-11-65 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Palimé, exercice 1965.

Chapitre IV — Service des travaux municipaux (personnel)

Art. 2 — Salaire du personnel non titulaire	61.000
---	--------

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Palimé, exercice 1965.

Chapitre III — Service d'administration municipale (Matériel)

Art. 5 — Frais postaux	50.000
------------------------	--------

Art. 6 — Loyers immeubles municipaux	6.000
--------------------------------------	-------

Chapitre X — Dépenses diverses

Art. 6 — Versement au budget général des retenues pour pension et parts contrib. de pension	5.000
---	-------

61.000

N° 75-INT du 22-11-65 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Pagouda, exercice 1965.

Chapitre II — Service d'administration rég. (personnel)

Art. 2 — Salaire du personnel non titulaire	6.000
---	-------

Chapitre III — Service d'administration rég. (Matériel)

Art. 5 — Frais postaux	18.000
Art. 6 — Loyers d'immeubles	1.000
<i>Chapitre IV — Service des travaux régionaux (personnel)</i>	
Art. 1 — Traitement du personnel titulaire	17.900
<i>Chapitre VIII — Services sociaux (Ma.)</i>	
Art. 1 — Enseignement et sports	9.000
<i>Chapitre X — Dépenses diverses</i>	
Art. 2 — Secours et assistance publique	2.500
Art. 5 — Cotisations à la C.C.P.F.A.T.T.	111.000
	<hr/> 165.400

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Pagouda, exercice 1965.

<i>Chapitre II — Service d'administration régionale (Pers.)</i>	
Art. 3 — Indemnités, gratifications et remboursement de frais	12.000
<i>Chapitre III — Service d'administration régionale (Matériel)</i>	
Art. 1 — Frais d'imprimerie et abonnements à diverses publications administratives	29.000
Art. 4 — Moyens de transport	13.000
Art. 9 — Frais d'élection	4.000
<i>Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien</i>	
Art. 1 — Entretien des routes et ponts	37.400
Art. 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux	50.000
<i>Chapitre VIII — Services sociaux (Matériel)</i>	
Art. 4 — Ambulance	20.000
	<hr/> 165.400

N° 76-INT du 22-11-65 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Nuatja, exercice 1965.

<i>Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel)</i>	
Art. 3 — Indemnités, gratifications et remboursement de frais	73.000
<i>Chapitre VII — Services sociaux (Pers.)</i>	
Art. 1 — Enseignement et sports	150.000
	<hr/> 223.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Nuatja, exercice 1965.

<i>Chapitre III — Service d'administration régionale (Matériel)</i>	
Art. 5 — Frais postaux	3.000
<i>Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien</i>	
Art. 1 — Entretien des routes et ponts	150.000
Art. 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux	20.000
<i>Chapitre VIII — Services sociaux (Matériel)</i>	
Art. 4 — Ambulance	50.000
	<hr/> 223.000

Interdiction de séjour

N° 73-INT du 18-11-65 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit, pour une durée de cinq ans, à compter du 27 février 1966, date d'expiration de leur peine de prison, aux nommés:

a) Comlan Mensah Kouami Mènou, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1934 à Takoua (République du Ghana), fils de Comlan Mensah et de Achana, sans profession et sans domicile fixe, condamné pour vol à sept mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour*, par jugement en date du 11 août 1965 du tribunal correctionnel d'Atakpamé, (FD. 11 6 31- 21 222);

3

b) Soulé Aboudou dit Soulémane, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1940 à Dosso (République du Niger), fils de feu Soulé et de Awa, matelassier demeurant à Zongo — Atakpamé, condamné pour vol à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 8 septembre 1965 du tribunal correctionnel d'Atakpamé, (FD. 11 6 31-21 222);

1 2

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées, conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nominations

N° 87-D-INT du 23-11-65 — M. Alik Mathias est nommé secrétaire du chef de canton d'Ataloté (circonscription de Kandé), en remplacement de M. Atekpeni Jules Nassè.

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de 54.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1965, chapitre 14, article 6.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 88-D-INT du 26-11-65 — M. Honorat Assogbavi, officier de police, commissaire de police de la ville de Sokodé, est nommé régisseur de la prison civile de cette localité, en remplacement de M. Hermann Aholou.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Affectation

N° 89-D-INT du 30-11-65 — M. Palanga Benoît, adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de l'Administration Générale, en service à la direction de l'intérieur à Lomé, est affecté à la circonscription administrative de Bassari.

Le traitement de l'intéressé est imputable au budget général, chapitre 14, article 5, paragraphe 1.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nominations — Affectations

N° 587-D-MTP-CFT du 17-11-65 — M. Midiohouan Julien, chef de station principal de classe exceptionnelle du corps des fonctionnaires des chemins de fer du Togo, précédemment adjoint au chef du contrôle de recettes, est nommé chef du bureau du contrôle des recettes du service de l'exploitation, en remplacement de M. Lawson N. Raphaël, sous-inspecteur de 1^{re} classe, 3^e échelon des chemins de fer du Togo actuellement en congé de fin de carrière.

La présente décision a effet à compter du 1^{er} octobre 1965.

N° 599-D-MTP-TP du 23-11-65 — Les fonctionnaires ci-après désignés sont affectés ainsi qu'il suit :

MM. Agnitèvi Mensah, adjoint technique 3^e échelon, précédemment chef de secteur des T.P. Palimé est affecté à la subdivision routes sud Lomé.

Tchéchébléko Koffi Théodore, agent de maîtrise 2^e échelon, en service à la subdivision des travaux publics d'Atakpamé est nommé chef de secteur des T.P. Palimé en remplacement de M. Agnitèvi Mensah.

M. Tchéchébléko K. Théodore, cumulativement avec ses fonctions actuelles, est nommé inspecteur des établissements classés, dangereux, insalubres et incommodes pour la circonscription de Klouto.

M. Tchéchébléko, préalablement à l'accomplissement des fonctions prévues à l'article 2, devra prêter serment.

Les émoluments des intéressés restent imputables sur le chapitre 18, article 6 du budget général.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Reprise de fonctions

N° 584-D-MTP-PT du 17-11-65 — M. Daupin Roger, inspecteur des installations radio, de retour de congé, reprend ses fonctions de chef du centre émetteur de Lomé, en remplacement de M. Hélégbé Emmanuel.

La présente décision prend effet pour compter du 2 octobre 1965.

Validation de services antérieurs

N° 600-D-MTP-TP du 23-11-65 — Les services antérieurs accomplis à la voirie municipale de Lomé du 15 juillet 1953 au 1^{er} décembre 1961 et du 1^{er} juin 1963 au 1^{er} octobre 1965 à la subdivision des travaux publics de Mango par M. Karka Ayoté Gabriel, surveillant de route permanent 6^e catégorie échelle A, en service à la subdivision des travaux publics de Mango sont validés.

Une prime d'ancienneté de 10 o/o est attribuée à M. Karka Ayoté Gabriel pour compter du 1^{er} octobre 1965, date à laquelle l'intéressé réunit une ancienneté de 10 ans, 8 mois, 16 jours.

Les services antérieurs accomplis au cercle de Mango du 3 juillet 1953 au 1^{er} décembre 1956, soit 3 ans 4 mois 28 jours par M. Amouzou Eloi, menuisier 4^e catégorie échelle B, en service au secteur des travaux publics de Palimé sont validés.

Une prime d'ancienneté de 12 o/o est attribuée à M. Amouzou Eloi pour compter du 1^{er} octobre 1965, date à laquelle l'intéressé réunit une ancienneté de 12 ans, 1 mois et 28 jours.

Les dépenses afférentes sont imputables respectivement sur le chapitre 18, article 6 du budget général et sur les crédits fonds travaux.

Absence

N° 605-D-MTP-CFT du 25-11-65 — Est constatée l'absence de son poste de M. Kagué Maurice, chauffeur permanent no mle 10.762, échelle G échelon 6 en service au réseau des chemins de fer et du wharf du Togo (matériel et traction) sous le coup de poursuite judiciaire.

Pendant toute la durée de son absence, M. Kagué Maurice n'aura droit à aucune rémunération.

La présente décision a effet pour compter du 7 octobre 1965.

Mise à pied

N° 598-D-MTP-TP du 23-11-65 — Une mise à pied de 7 jours est infligée à MM. Djondo Philippe, conducteur d'engin 1^{re} catégorie échelle B et Sossouvi Célestin, manœuvre 1^{re} zone 1^{re} classe, tous deux en service à la subdivision-routes-sud pour faute grave en service.

La présente décision prend effet du jour de sa notification aux intéressés.

Licenciements

N° 586-D-MTP-CFT du 17-11-65 — M. Kagnitakor Bassanga, poseur permanent no mle 10.729, échelle C échelon 8, engagé le 21-1-44 (21 ans) au Réseau des CFT-Wharf (Voie et Bâtiments), est licencié de son emploi pour inaptitude physique non imputable au service.

Cet agent, qui compte plus de 20 ans d'ancienneté de service, pourra prétendre à une allocation viagère annuelle égale à 15% du salaire moyen des douze derniers mois de service.

En outre, il sera mandaté en faveur de l'intéressé une indemnité compensatrice de congé égale à 28 jours de salaire (dernier congé expiré le 30-3-64 — décision n° 149-MTP-CFT du 6-3-64).

La dépense de l'indemnité compensatrice de congé est imputable au budget annexe des CFT, chapitre 2, article 1, paragraphe 6 (exercice 1965).

La présente décision a effet pour compter du lendemain de la date de notification à l'intéressé.

N° 597-D-MTP-TP du 23-11-65 — M. Lawson Laté Emmanuel, conducteur d'engin 4^e catégorie échelle B, en service à la Subdivision des Travaux Publics de Sokodé, est licencié de son emploi pour faute lourde.

M. Lawson L. Emmanuel n'aura droit qu'à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} novembre 1965.

MINISTRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Certificat de fin d'apprentissage

N° 664-D-MTAS-TP du 15-11-65 — Des sessions d'examen de fin d'apprentissage auront lieu aux centres et aux dates ci-après :

Bassari : le 23 novembre 1965

Sokodé : les 24 et 25 novembre 1965

Lomé : les 30 novembre, 1^{er} et 3 décembre 1965.

Sont membres de la sous-commission chargée de faire passer l'examen de fin d'apprentissage :

CENTRES DE BASSARI ET DE SOKODE

l'inspecteur du Travail — Président
le chef du service des T.P.-Nord ou son représentant
le représentant du collège technique de Sokodé
le représentant du S.E.I.T. — employeur par spécialité
le représentant de l'U.N.T.T. — employé par spécialité

CENTRE DE LOME

l'inspecteur du Travail — Président
le chef du service des T.P. — Sud ou son représentant
le délégué du directeur de l'enseignement technique
le représentant du S.E.I.T. — employeur par spécialité
le représentant de l'U.N.T.T. — employé par spécialité.

Intégrations

N° 285-MFP du 13-11-65 — M. Napo Ali Pierre, instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon, titulaire du baccalauréat complet de l'Enseignement secondaire, est admis

dans la hiérarchie supérieure du corps du personnel de l'Enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1966.

N° 288-MFP du 18-11-65 — M. Essadra Joseph, aide-vétérinaire de 2^e échelon rayé des cadres de la République du Tchad est intégré de la façon suivante dans le corps des fonctionnaires de l'Agriculture, de l'Elevage, des Eaux et Forêts et du Conditionnement des Produits :

1-1-62 — adjoint technique d'élevage 2^e classe 1^{er} échelon, A.C. 9 mois.

1-4-63 — adjoint technique d'élevage 2^e cl. 2^e éch.

1-4-65 — adjoint technique d'élevage 2^e cl. 3^e échelon.

M. Essadra reste mis à la disposition du ministre de l'Economie rurale, chapitre 20, article 5 du budget général.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature.

N° 292-MFP du 25-11-65 — Les élèves-maîtres de la promotion 1964-65 de l'Ecole Normale d'Atakpamé dont les noms suivent sont intégrés dans le corps des fonctionnaires de l'Enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C) indice 550 et mis à la disposition du ministre de l'Education nationale, chapitre 26, article 7 du budget général.

Adévé Stanislas	Edeh Sylvain
Adzoh Kossi Paul	Evoda Komi Etienne
Ahlongah Nusuti Jean	Gomina Komou Sizing
Alagbo Siegwad	Kéziré Toyi Augustin
Amouzoukpé Victor	Kodjovi Assiongbon Hilaire
Ananou Yaovi Célestin	Koffi Ayivi Paul
Anoumou Komlan Norbert	Komlan Emile Kokou
Atayi Ayayi Innocent Désiré	Kossi Emmanuel
Atayi Lili	Kpétigo Komla Godwin
Atiklé Yawo Alex	Messan Max Govinan
Ayako Kokou Gilbert	Messanvi Afatchao
Déku Gerson	Miahé Gilbert
Somsa Samuel	Moumouni Salifou Adamou
Somado Kangni Têko Jean	Mensah Anani Jean.
Donou Montan	

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1965.

N° 293-MFP du 25-11-65 — M. Kotokou Vianou Paul, infirmier-vétérinaire de 1^{re} classe 2^e échelon du corps transitoire (indice 150), rayé des effectifs des contrôles de la République de Côte d'Ivoire suivant arrêté n° 3996-EP-D-2 du 11 septembre 1965, est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'Agriculture, de l'Elevage, des Eaux et Forêts et du Conditionnement des Produits en qualité d'infirmier d'élevage principal 2^e échelon (catégorie D-indice 590) pour compter du 11 septembre 1965 — A.C. 1 an 7 mois 10 jours.

M. Kotokou reste mis à la disposition du ministre de l'Economie rurale (chapitre 20, article 5 du budget général).

Titularisation

No 291-MFP du 23-11-65 — M. Mankoubi Bawa Sandani, administrateur civil 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} novembre 1964 — A.C. 1 an.

M. Mankoubi qui conserve une ancienneté civile de deux ans au 1^{er} novembre 1965, est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter de la même date.

Affectations

No 658-D-MFP du 13-11-65 — M. Dupuy Jacques, contrôleur I.E.M., nouvellement mis à la disposition du gouvernement togolais au titre de l'assistance technique française, et arrivé à Lomé le 22 octobre 1965, est mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications (budget général, chapitre 18, article 5).

No 668-D-MFP du 17-11-65 — M. Adomayakpor Alfred, officier de police adjoint principal 2^e échelon — MM. Malou Benoît, officier de police adjoint principal 2^e échelon

Issa Seydou, officier de police adjoint de 2^e classe 4^e échelon, de retour à Lomé le 27 octobre 1965 d'un stage de formation professionnelle en France, sont remis à la disposition du ministre de l'intérieur.

No 672-D-MFP du 18 novembre 1965. — M. Pons Roland, chirurgien, nouvellement mis à la disposition du Gouvernement togolais au titre de l'assistance technique française et arrivé à Lomé le 2 novembre 1965, est mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique (budget général, chapitre 22, article 6).

No 673-D-MFP du 18 novembre 1965. — MM. Pierre Lavastre, professeur

Guy Manceau, professeur et Mme Le Boul Monique, professeur contractuel (CAPES), nouvellement mis à la disposition du Gouvernement togolais au titre de l'assistance technique française et arrivés à Lomé le 25 septembre 1965, sont mis à la disposition du Ministre de l'Education nationale (budget général, chapitre 26, article 5), en remplacement numérique de MM. Tamisier, Peyrodie et Schmidtlin.

No 674-D-MFP du 18 novembre 1965 — Est et demeure rapportée la décision no 562-MFP du 7 octobre 1965 portant affectation de M. Placca Christian.

M. Placca Christian, agent d'administration précédemment en service à l'Ambassade du Togo à Bonn est affecté à l'Assemblée Nationale.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

No 677-D-MFP du 20 novembre 1965. — Mlle Salako Agnès (en religion sœur Agnès de Jésus), infirmière diplômée d'Etat est engagée au salaire mensuel de vingt deux mille (22.000) frcs. et mise à la disposition du ministre de la Santé Publique (budget général, chapitre 22, article 6) en remplacement numérique de Mlle Damien Jeanne (en religion sœur Marie-Colette) qui a cessé ses fonctions au dispensaire de Noépé (Tsévié) depuis le 30 juin 1964.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1964, date de prise de service de l'intéressée.

No 686-D-MFP du 23 novembre 1965. — M. Vincensini Jules César, attaché de classe exceptionnelle de la FOM de l'assistance technique française, de retour de congé et arrivé à Lomé le 29 octobre 1965, est remis à la disposition du Ministre de l'Intérieur (budget général, chapitre 14, article 2).

No 687-D-MFP du 24 novembre 1965. — M. Bazile Odilon, médecin contractuel, de retour de congé et arrivé à Lomé le 7 octobre 1965, est remis à la disposition du Ministre de la Santé Publique (budget général, chapitre 22, article 6).

No 688-D-MFP du 24 novembre 1965. — M. Laré Bacco Boukari, secrétaire d'administration 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale, de retour à Lomé le 29 octobre 1965 d'un stage de formation professionnelle en France, est remis à la disposition du Ministre de la Santé Publique pour compter de la même date.

No 690-D-MFP du 25 novembre 1965. — M. Géraldo Moussibaou, commis d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon, précédemment en service au trésor, est mis à la disposition du Ministre des Affaires Etrangères.

Son traitement sera supporté par le chapitre 12, article 7 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

No 691-D-MFP du 25 novembre 1965. — M. Palanga Benoît, adjoint administratif 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de l'administration générale, précédemment en service au Ministère du Travail, des Affaires Sociales et de la Fonction Publique, est mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur.

Son traitement sera supporté par le chapitre 14, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

No 692-D-MFP du 25 novembre 1965. — M. Daupin Roger, chef de centre radio, nouvellement mis à la disposition du Gouvernement togolais au titre de l'assistance technique française et arrivé à Lomé le 2 octobre 1965, est mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, Mines, Transports, des Postes et Télécommunications (budget général, chapitre 18, article 5).

Rappels à l'activité

No 290-MFP du 22 novembre 1965. — M. Creppy Raymond, préposé de 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel des Postes et Télécommunications, exclu temporairement de ses fonctions suivant arrêté no 214-MFP du 23 août 1965, est rappelé à l'activité et remis à la disposition du Ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} décembre 1965.

No 294-MFP du 25 novembre 1965. — Mlle Olympio Evangéline, monitrice de 2^e classe 2^e échelon est, sur sa demande, rappelée à l'activité et remise à la disposition du Ministre de l'Education Nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1966.

Maintien en disponibilité

No 286-MFP du 17 novembre 1965. — M. Ayivi Ignace, instituteur adjoint de 3^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'Enseignement, placé en position de disponibilité sans traitement, est maintenu dans cette position pour une nouvelle période d'un an pour compter du 15 octobre 1965.

No 287-MFP du 17-11-65 — Mme Salami Mireille (née Rousson) monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'Enseignement, placée en position de disponibilité sans traitement, est maintenue dans cette position pour une nouvelle période d'un an pour compter du 1^{er} novembre 1965.

Suspension de fonctions

No 676-D-MFP du 19-11-65 — M. Arnédégnao Cosme, assistant principal 1^{er} échelon de l'Aviation Civile, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions.

Pendant la durée de cette suspension, l'intéressé aura droit à la moitié de sa solde nette majorée des allocations familiales.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de signature.

Radiation

No 289-MFP du 18-11-65 — M. Aghabor Christian, instituteur de 2^e classe 3^e échelon, est rayé du corps des fonctionnaires de l'Enseignement pour compter du 1^{er} octobre 1965, pour abandon de fonctions.

Démissions

No 665-D-MFP du 16-11-65 — Est acceptée, pour compter du 1^{er} octobre 1965, la démission de son emploi offerte par Mme Vovor Honorine, institutrice adjointe 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'Enseignement.

No 666-D-MFP du 17-11-65 — Est acceptée, pour compter du 1^{er} novembre 1965, la démission de son emploi offerte par M. Kambia Etienne, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'Enseignement.

No 667-D-MFP du 17-11-65 — Est acceptée, pour compter du 1^{er} novembre 1965, la démission de son emploi offerte par M. Djassodé Michel, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'Enseignement.

Suspension d'effets de contrat

No 689-D-MFP du 25-11-65 — Les effets du contrat consenti le 24 février 1961 à M. Olympio Aimé sont suspendus pour une nouvelle période de six (6) mois, à compter du 1^{er} août 1965.

Additifs

ADDITIF du 20 novembre 1965 à la décision no 127-MFP du 26 février 1965 portant passage automatique d'échelon.

C — Cadre des agents d'exploitation — service général et des I.E.M.

Ajouter:

Au 3^e échelon du grade d'agent d'exploitation de 2^e classe 16-3-65 — Laté Daniel, A.C. 1 mois 14 jours, agent d'exploitation 2^e classe 2^e échelon.

(Le reste sans changement)

ADDITIF du 15-12-65 à la décision no 88-MFP du 8 février 1965 portant passage automatique d'échelon.

D — CADRE DES COMMIS D'ADMINISTRATION

Ajouter:

Au 3^e échelon du grade de Commis d'Administration de 1^{re} classe

14-4-65 — Nassiki Omorou, A.C. 3 a, commis d'administration 1^{re} classe 2^e échelon.

(Le reste sans changement)

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

DECISION No 187-D-MEN du 17-11-65 portant fermeture d'une école privée laïque.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret numéro 64-15 du 14-2-64 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté numéro 653-E du 30 novembre 1943 portant réorganisation de l'enseignement privé au Togo;

Vu l'arrêté numéro 7-MEN du 22-9-60 portant ouverture d'écoles privées;

Vu la lettre en date du 30 septembre 1965 de M. le directeur du collège privé laïc Atayi de Palimé,

DECIDE :

Article premier — Est et demeure rapporté en ce qui concerne l'école privée laïque Atayi de Palimé, l'arrêté n° 7-MEN du 22-9-60 portant ouverture d'écoles privées.

Art. 2 — La présente décision de fermeture qui a effet pour compter du 30 septembre 1965 sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 17 novembre 1965

P. Adossama

DECISION N° 221-D-MEN du 25-11-65 fixant les dates des congés scolaires pour l'année scolaire 1965-1966.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu l'arrêté n° 32-E du 18 janvier 1935 organisant l'Enseignement Officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 160-50-E du 23 février 1950 fixant le statut de l'Enseignement Officiel du second degré;

Sur proposition de l'inspecteur d'académie, directeur de l'Enseignement au Togo,

DECIDE :

Article premier — En sus des jours fériés réglementaires les dates des congés scolaires pour l'année 1965 — 1966 sont fixées comme suit :

TYPE DE CONGE	DUREE	OBSERVATIONS
Toussaint	Du lundi 1er au mardi 2 novembre 1965 inclus	Tous ordres d'enseignement
Noël et nouvel an	Du vendredi 24-12-65 inclus au dimanche 2 janvier 1966 inclus	Tous ordres d'enseignement
Mardi gras	Du lundi 21-2-66 inclus au mercredi 23 février 1966 inclus	Tous ordres d'enseignement
Pâques	Du lundi 4-4-66 inclus au lundi 11-4-66 inclus	Tous ordres d'enseignement
Fête nationale	Du mardi 26-4-66 inclus au jeudi 28-4-66 inclus	Tous ordres d'enseignement
Grandes vacances	Du vendredi 1er-7-66 inclus au dimanche 25 septembre 1966 inclus	Tous ordres d'enseignement

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 25 novembre 1965

P. Adossama

Engagements

N° 219-D-MEN du 22-11-65 — Mme Tomety Dédé Eugénie, née Tevi est engagée à la 2^e catégorie échelle A (agent permanent) pour servir au Lycée de Tokoin, en qualité de lingère.

Le salaire de l'intéressée qui sera payé sur les crédits du chapitre 26, article 7 du budget général jusqu'au 31 décembre 1965, sera imputable à l'article 5 du même chapitre à partir du 1^{er} janvier 1966.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

N° 228-D-MEN du 26-11-65 — M. Issa Wahabou, chauffeur, est engagé à la 2^e catégorie échelle A des agents permanents et mis à la disposition de l'Inspecteur de l'Enseignement Primaire de Tsévié.

Le salaire de M. Wahabou est imputable sur le budget général, chapitre 26, article 7.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Affectations

N° 196-D-MEN du 18-11-65 — Mlle Nobimé Monique, institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, nouvellement recrutée, est affectée à l'Ecole Normale d'Atakpamé, en remplacement de M. Noaga, démissionnaire.

Le traitement de Mlle Nobimé est imputable sur le budget général, chapitre 26, article 5.

La présente décision prend effet pour compter de la date de mise en route de l'intéressée.

N° 199-D-MEN du 18-11-65 — M. Falter Emile, professeur de l'assistance technique française, nouvellement arrivé et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale, est affecté au Lycée de Tokoin en qualité de professeur de lettres modernes allemand.

La part de rémunération due à M. Falter par le gouvernement togolais est imputable sur le budget général, chapitre 26, article 5.

La présente décision prend effet pour compter du 6 octobre 1965.

N° 215-D-MEN du 19-11-65 — Mme Verdier Marie-Yvonne, professeur contractuel de l'assistance technique française, nouvellement recrutée et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale, est affectée au Lycée de Tokoin en qualité de professeur de sciences naturelles.

La part de rémunération due à Mme Verdier par le gouvernement togolais est imputable sur le budget général, chapitre 26, article 5.

La présente décision prend effet pour compter du 29 septembre 1965.

N° 222-D-MEN du 26-11-65 — M. Perroux Jean, professeur licencié contractuel, en service au Lycée de Tokoin, est affecté pour la durée de l'année scolaire 1965-1966 au collège moderne de Sokodé.

M. Perroux Jean réintégrera son poste au Lycée de Tokoin lors de la rentrée scolaire d'octobre 1966 s'il exprime le désir et sous réserve qu'il sollicite le renouvellement de son contrat venant à expiration à l'issue de la présente année scolaire.

La présente décision prend effet à compter du 12 novembre 1965.

La rémunération de M. Perroux reste imputable sur le budget général, chapitre 26, article 5.

Le directeur de l'enseignement du second degré, le proviseur du Lycée de Tokoin et le principal du collège moderne de Sokodé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

N° 224-D-MEN du 26-11-65 — Mlle Larive Simone, professeur agrégé 5^e échelon de l'assistance technique française, nouvellement arrivée et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale, est affectée à l'institut d'enseignement supérieur (Centre de Lomé) en qualité de professeur d'anglais.

La part de rémunération due à Mlle Larive par le gouvernement togolais est imputable sur le budget général, chapitre 26, article 13 (en création).

La présente décision prend effet pour compter du 25 septembre 1965.

N° 225-D-MEN du 26-11-65 — M. Seddoh Georges, professeur d'enseignement technique, 3^e classe, 1^{er} échelon, précédemment en service au collège d'enseignement technique à Sokodé, est affecté au centre d'enseignement technique de Lomé, en qualité de directeur de cet établissement pour l'année scolaire 1965-1966.

A ce titre, M. Seddoh qui est assimilé aux directeurs de collèges d'enseignement technique, bénéficiera des indemnités de charges administratives prévues à l'article premier, paragraphe A, alinéa D, du décret numéro 65-85 du 4-6-65.

Le traitement et les indemnités de M. Seddoh seront imputables sur le budget général, chapitre 26, article 8.

La présente décision prend effet pour compter de la date de mise en route de l'intéressé.

N° 226-D-MEN du 26-11-65 — Mme Hélène d'Almeida, professeur agrégé 4^e échelon de l'assistance technique française, nouvellement arrivée et mise à la dispo-

sition du ministre de l'éducation nationale, est affectée à l'institut d'enseignement supérieur du Bénin — centre de Lomé — en qualité de professeur d'histoire et géographie.

La part de rémunération due à Mme d'Almeida par le gouvernement togolais est imputable sur le budget général, chapitre 26, article 13 (en création).

La présente décision prend effet pour compter du 16 septembre 1965.

N° 233-D-MEN du 29-11-65 — Mme Kpotsra Hélène, née Anthony, institutrice de 1^{re} classe 3^e échelon du corps de l'enseignement, rappelée à l'activité à l'issue d'un détachement, est affectée à l'école de la Marina à Lomé.

Le traitement de Mme Kpotsra sera imputable sur le budget général, chapitre 26, article 8 jusqu'au 31 décembre 1965, et sur le chapitre 26, article 7 à partir du 1^{er} janvier 1966.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} octobre 1965.

N° 234-D-MEN du 29-11-65 — M. Biemann Paul, chef d'Etablissement de 8^e échelon de l'assistance technique française, nouvellement arrivé et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale, est affecté à la direction de l'Enseignement à Lomé, en qualité de directeur de l'Enseignement secondaire.

La part de rémunération due à M. Biemann par le Gouvernement togolais est imputable sur le budget général, chapitre 26, article 4.

La présente décision prend effet pour compter du 2 octobre 1965.

N° 237-D-MEN du 29-11-65 — M. Verdier Paul, professeur certifié 4^e échelon de l'assistance technique française, nouvellement arrivé et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale, est affecté à l'Institut d'Enseignement Supérieur du Bénin (Centre du Togo à Lomé) en qualité de professeur de lettres classiques.

La part de rémunération due à M. Verdier par le Gouvernement togolais est imputable sur le budget général, chapitre 26, article 13 (en création).

La présente décision prend effet pour compter du 29 septembre 1965.

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE RURALE

ARRETE N° 3-MER du 16-11-65 précisant les modalités d'application de la loi n° 64-24 du 25-1-65 portant indemnisation en cas d'abattage obligatoire de bovins lors d'une épizootie de péripneumonie bovine contagieuse.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE RURALE,

Vu le décret n° 63-65 du 29 mai 1963 fixant les attributions du ministre de l'économie rurale ;

Vu la loi numéro 64-24 du 25 janvier 1965 portant indemnisation en cas d'abattage obligatoire de bovins lors d'une épizootie de péripneumonie bovine contagieuse,

ARRETE :

Article premier — L'attribution de l'indemnité fixée par l'article 3 de la loi n° 64-24 du 25 janvier 1965 est soumise à la procédure précisée dans le présent arrêté.

Art. 2. — Le chef de la région d'élevage ou à défaut le chef de la circonscription d'élevage de laquelle dépend la zone déclarée infectée de péripneumonie bovine est tenu d'assister à l'abattage des bovins malades, contaminés ou suspects qui s'effectuera en présence effective du chef de la circonscription administrative ou de son représentant et d'établir sous le contrôle de celui-ci la liste des propriétaires de bovins abattus par mesure de prophylaxie.

Art. 3. — Un procès-verbal des opérations indiquées à l'article 2 du présent arrêté devra être établi et signé conjointement par le chef de la région d'élevage ou le chef de la circonscription d'élevage intéressée et le chef de la circonscription administrative ou son représentant.

Art. 4. — Le paiement sera effectué par l'agence spéciale de chacune des circonscriptions intéressées, au vu de mandats établis par la direction des finances à Lomé.

Pour ce faire, le service de l'élevage établira un état des bénéficiaires qui sera transmis à la direction des finances par le ministère de l'économie rurale, accompagné de toutes pièces justificatives et notamment les procès-verbaux d'abattage des animaux atteints de péripneumonie bovine.

Art. 5. — Le présent arrêté qui est applicable dès sa signature sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 novembre 1965

F. F. Abalo

Concours

N° 117-D-MER du 26-11-65 — Le concours d'admission au Centre d'Apprentissage Agricole de Tové est fixé au 8 février 1966.

Tous les candidats titulaires au minimum du C.E.P.E. et âgés de 15 ans au moins sont admis à se présenter à ce concours sous réserve de fournir les pièces suivantes :

1° — une demande d'inscription sur papier libre, adressée au ministre de l'économie rurale et précisant leur adresse complète.

2° — un bulletin de naissance ou toute pièce administrative en tenant lieu.

3° — un certificat médical spécifiant la taille et le poids du candidat et attestant qu'il n'est atteint ni d'affection tuberculeuse, ni d'aucune maladie ou infirmité susceptible de le rendre inapte au service actif et qu'il a subi les vaccinations réglementaires.

4° — une copie certifiée conforme du C.E.P.E.

5° — un certificat de bonne conduite délivré par le directeur de l'Ecole où le candidat a accompli sa dernière année d'études, comportant des indications précises sur son caractère et ses aptitudes.

6° — un engagement de suivre en entier le cycle des études prévues au Centre d'Apprentissage Agricole.

Les dossiers des candidats devront parvenir avant le 10 janvier 1966, délai de rigueur, au ministère de l'économie rurale à Lomé.

Un centre d'examen sera ouvert à chaque chef-lieu de circonscription administrative dans un local désigné par le chef de circonscription.

Les candidats devront s'y présenter à 7 h. 15 munis d'une pièce d'identité.

Le nombre de places mises au concours est fixé à 10.

Nomination

N° 114-D-MER-SP du 16-11-65 — M. Darago Moussa Issifou, agent permanent de 6^e catégorie échelle B, en service à la direction du service des pêches, est nommé billeteur du personnel dudit service, en remplacement de M. Biam Pierre, agent permanent de 2^e catégorie échelle A affecté à d'autres fonctions.

L'intéressé aura droit aux indemnités de billeteur prévues par les textes en vigueur.

Les dispositions de la décision n° 83-MER du 30 septembre 1963 portant nomination d'un billeteur sont abrogées.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} novembre 1965.

Engagement

N° 118-D-MER-Ag du 30-11-65 — MM. Bagnan Batchanti, Miheaye Sossa François, Mensah Raymond Emmanuel, Garba A. Komi et Koriko Issaka, anciens élèves du Centre d'Apprentissage Agricole de Tové, sont engagés en qualité de surveillants de cultures et classés, le 1^{er} à la 4^e catégorie et les 4 autres à la 3^e catégorie, échelle A.

Les intéressés sont mis à la disposition du directeur de l'Agriculture.

Leurs traitements sont imputables au budget général — chapitre 20, article 4.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

ARRETE N° 11-MSP du 16 novembre 1965 fixant les modalités de l'examen pour l'obtention du diplôme d'Etat d'assistants d'hygiène.

LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE,

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu l'arrêté n° 274-P du 29 mai 1945 portant création et organisation de l'école d'élèves infirmiers et infirmières;

Vu le décret n° 64-60 du 13 mai 1964 portant transformation de l'école d'élèves infirmiers et infirmières en Ecole Nationale des infirmiers et infirmières d'Etat du Togo,

ARRETE :

Article premier. — L'examen pour l'obtention du diplôme d'Etat d'assistants d'hygiène du Togo comprend :

- A — des épreuves écrites
- B — des épreuves pratiques
- C — et des épreuves orales.

I — Epreuves écrites

Elles comprennent les matières suivantes :

A — Sciences sanitaires de base

- a) Parasitologie : durée 1 heure
Note : 0 à 20, coefficient 3
- b) Epidémiologie : durée 1 heure
Note : 0 à 20, coefficient 3
- c) Bactériologie générale : durée 1 heure
Note : 0 à 20, coefficient 2
- d) Anatomie et physiologie : durée 1 heure
Note : 0 à 20, coefficient 1
- e) Hygiène vétérinaire : durée 1 heure
Note : 0 à 20, coefficient 2

B — Assainissement

- a) Eau potable : durée 2 heures
Note : 0 à 20, coefficient 4
- b) Evacuation des excréta : durée 1 heure 30
Note : 0 à 20, coefficient 3
- c) Disposition des ordures : durée 1 heure 30
Note : 0 à 20, coefficient 2
- d) Hygiène alimentaire : durée 1 heure 30
Note : 0 à 20, coefficient 3
- e) Contrôle des Vecteurs : durée 1 heure 30
Note : 0 à 20, coefficient 3
- f) Hygiène de l'habitat : durée 1 heure 30
Note : 0 à 20, coefficient 3
- g) Bactériologie de l'eau et du lait : durée 1 heure
Note : 0 à 20, coefficient 2

II — Epreuves pratiques

Elles portent sur :

- Parasitologie (coefficient 1)
- Dessin et Topographie (coefficient 3)
- Enquêtes et Rapports (coefficient 3)

III — Epreuves orales

Ces épreuves portent sur les matières suivantes :

- Bactériologie générale (coefficient 1)
- Epidémiologie (Hygiène, Education sanitaire et Statistiques) (coefficient 1)
- Anatomie et Physiologie (coefficient 1)

Assainissement

- Eau potable (coefficient 2)
- Evacuation des excréta (coefficient 1)
- Disposition des ordures (coefficient 1)
- Hygiène alimentaire (coefficient 2)
- Contrôle des Vecteurs (coefficient 1)
- Hygiène de l'Habitat (coefficient 1)
- Bactériologie de l'eau et du lait (coefficient 1)

Art. 2. — Ne pourront être déclarés admissibles à passer les épreuves orales que les candidats qui auront obtenu pour les épreuves écrites et pratiques une note égale ou supérieure à 380 sur 760.

Art. 3. — Après les épreuves orales, seuls pourront être proposés à la nomination du ministre de la santé publique et du ministre de l'éducation nationale comme assistants d'hygiène d'Etat les candidats qui auront obtenu une note égale ou supérieure à 535,5 soit 10,5 en moyenne générale.

Art. 4. — Les candidats qui n'auront pas satisfait à ces conditions pourront, sur avis du Jury de l'examen et après l'approbation du conseil d'administration de l'école, être autorisés à subir une session spéciale de repêchage (2^e session) ou à redoubler leur deuxième année. Ils pourront éventuellement être rayés de l'effectif de l'école dans les mêmes conditions si leur moyenne est jugée trop insuffisante.

Art. 5. — Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 novembre 1965.

Le Ministre de la Santé publique,

P. le ministre de la Santé Publique absent :

Le ministre intérimaire,

A. Kuévidjen.

Affectations

N° 152-D-MSP du 22-11-65 — Le Dr Amedome Afantchao, médecin de 3^e échelon, est nommé médecin-chef du Service National de Pneumo-Physiologie du Centre National Hospitalier de Lomé.

La dépense est imputable au budget autonome du Centre National Hospitalier de Lomé.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 156-D-MSP du 1^{er}-12-65 — Mme Comlan Agnès, sage-femme d'Etat principale 2^e échelon est provisoirement mise à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique pour servir au Centre Médico-Social pour une période de deux mois, en remplacement de Mme Bedou Antoinette, titulaire d'un congé administratif.

Le traitement de l'intéressée continuera à être supporté par le budget autonome du Centre National Hospitalier de Lomé.

Un ordre de recette sera mensuellement émis par le receveur du Centre National Hospitalier contre la Caisse de Compensation des Prestations Familiales du Togo (Organisme employeur) au profit du budget autonome de cet Etablissement, en vue du remboursement des émoluments de Mme Comlan.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} décembre 1965.

Prolongation de scolarité

N° 149-D-MSP du 16-11-65 — Sont autorisés à prolonger leur scolarité, les élèves dont les noms suivent :

Avia Antoine Kambre Louis

Les intéressés se présenteront à l'examen pour l'obtention du diplôme d'Etat d'infirmiers (deuxième session) au cours du 1^{er} trimestre 1966.

La présente décision a effet pour compter du 1^{er} novembre 1965.

Licenciement

No 148-D-MSP du 16-11-65 — Les élèves dont les noms suivent sont définitivement rayés de l'effectif de l'Ecole Nationale des infirmiers et infirmières d'Etat du Togo, pour insuffisance de travail.

Akouete Norbert,
Ameganvi Sessi,
Noutepe Bernard.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} novembre 1965.

DIVERS

Mise en débet

Par arrêté du maire de la Commune de Palimé :

No 3-CP du 16-11-65 — M. Ado Sylvain Koffi, gardien de paix à Palimé est déclaré en débet envers la République togolaise (Commune de Palimé) de la somme de deux cent trente trois mille cinq cent soixante cinq francs (233.565 francs).

Un ordre de recette sera émis à l'encontre de l'intéressé au titre du budget communal de Palimé.

Le maire se chargera du recouvrement de la créance au profit de la commune de Palimé.

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Office des Changes

AVIS no 408 de l'Office des Changes portant abrogation d'un avis antérieur.

L'Avis no 395 est abrogé.

AVIS D'APPELS D'OFFRES

BUDGET D'INVESTISSEMENT

(Aide de la République française à la République togolaise)

Avis d'appel d'offres

Objet : Construction à Lomé d'un immeuble pour quatre ministères comportant 3 niveaux et d'un bâtiment à rez-de-chaussée de 150 m² pour salles de conférence.

Participation à la concurrence.

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ressortissantes des Etats de la Communauté et des autres pays appartenant à la zone francs.

Délai d'exécution.

Le délai d'exécution est fixé à dix (10) mois.

Envoi des soumissions.

Les soumissions devront parvenir par pli recommandé adressé à M. le Président de la Commission Consultative des Marchés, Présidence de la République togolaise à Lomé, ou y être déposées au plus tard à quinze (15) heures G.M.T. du jour fixé pour leur ouverture qui aura lieu le 23 décembre 1965 au Palais du Gouvernement à Lomé (salle de réunion de la Commission Consultative des Marchés).

Achat des dossiers.

Le dossier d'appel d'offres peut être soit :

— acheté dans les bureaux de l'Arrondissement Bâtiments à la direction des Travaux Publics à Lomé contre récépissé du versement de la somme de vingt mille (20.000) francs CFA effectué à la caisse du trésorier-payeur à Lomé, compte No 103-07 ;

— envoyé par avion franco de port, sur demande adressée à M. le directeur du service des Travaux Publics — B.P. 335 à Lomé (Togo) accompagnée d'un chèque certifié payable dans la République du Togo établi au nom de M. le trésorier-payeur du Togo compte No 103-07 et pour un montant de vingt cinq mille (25.000) francs CFA.

Consultation du dossier.

Le dossier d'appel d'offres pourra être consulté dans les bureaux de l'Arrondissement Bâtiments à la direction des Travaux Publics à Lomé.

Lomé, le 24 novembre 1965.

Le directeur du service des Travaux Publics,

R. Hubner.

AVIS D'APPEL D'OFFRES pour la fourniture de carburants pour le service des travaux publics du Togo.

Le service des travaux publics du Togo se propose d'acheter les carburants (essence et gas-oil) nécessaires au fonctionnement pendant l'année 1966 des parcs automobiles et engins des subdivisions de :

- Travaux publics de Lomé et Palimé
- Travaux publics d'Atakpamé
- Travaux publics de Sokodé
- Travaux publics de Mango-Dapango.

Le devis programme de ces fournitures ainsi que tous renseignements complémentaires pourront être demandés au service des travaux publics du Togo, (Arrondissement Routes).

Les soumissions, dans la forme indiquée au devis programme, devront parvenir, par pli recommandé où être déposées le 9 décembre 1965 avant onze (11) heures G.M.T. à l'adresse suivante :

M. le Président de la Commission Consultative des Marchés — Palais du Gouvernement à Lomé.

L'ouverture des plis, qui sera publique, aura lieu le même jour à quinze (15) heures.

Lomé, le 29 novembre 1965.

Le directeur des Travaux Publics,

R. Hubner

AVIS DE PERTE

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 601 de Lomé, appartenant au feu Karl Kagni.

Pour première insertion, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.

CHANGEMENT DE NOM

Suivant jugement rectificatif n° 3 du tribunal local de premier degré du Grand-Popo en date du 5 mai 1965, le

sieur Koffi Akuevi Jacques — ex-contrôleur des P.T.T. s'appellera désormais :

« Assiba Jacques Akuevi Koffi »

NECROLOGIE

Le Président de la République a le regret de faire part du décès de M. Akakpo Apéléte, chef-blanchisseur au palais de la présidence, survenu à Lomé le 11 octobre 1965.

